



COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE  
GEMEENTE SINT-PIETERS-WOLUWE

CONSEIL COMMUNAL DU 18 FÉVRIER 2020  
GEMEENTERAAD VAN 18 FEBRUARI 2020

REGISTRE  
REGISTER

**Présents**  
**Aanwezig**

Damien De Keyser, *Conseiller communal-Président/Gemeenteraadshd-Voorzitter* ,  
Benoît Cerexhe, *Bouwgemeester/Burgemeester* ;  
Caroline Lhoir, Alexandre Pison, Françoise de Callatay-Herbiet, Antoine Bertrand, Carine Kolchory,  
Dominique Harmel, Raphael van Breugel, Helmut De Vos, *Échevins/Schepenen* ,  
Willem Diaps, Philippe van Cranem, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Alexia  
Bertrand, Tanguy Verheyen, Aymeric de Lamotte, Christophe De Beukelaer, Georges Dallemagne,  
Cécile Vansel, Catherine Bruggeman, Etienne Dujardin, Laurent de Spirlet, Marie Cruysmans, Muriel  
Godhaud, Jonathan de Patoul, Anne Delvaux de Fenffe, Juliette Siaens-Mahieu, Christiane Mekongo  
Ananga, Cathy Vaessen, Michel Naets, Geirada Postelmans, Sophie Busson, *Conseillers*  
*communaux/Gemeenteraadsleden* ,  
Florence van Lamsweerde, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris*

**Excusé**  
**Verontschuldigd**

Olivia Casterman, *Conseiller communal/Gemeenteraadslid*

Ouverture de la séance à 20:00  
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

**Secrétariat - Secretariaat**

18.02 2020/A/0001 **CC - Vote de l'urgence**

LE CONSEIL décide d'examiner le point suivant ne figurant pas à l'ordre du jour de la présente séance :

Urgence .

CC - Enseignement technique - ITSSEP - Travaux divers de maintenance - Marché de travaux - Application de l'article 234 § 1 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Financement - Exercice 2020

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

**GR - Dringende zaak**

DE RAAD besluit het hierna vermeld punt dat niet voorkomt op de dagorde van deze zitting te onderzoeken :

Dringende zaak :

GR - Technisch onderwijs - ITSSEP - Verscheidene onderhoudswerken - Opdracht voor werken - Toepassing van artikel 234 § 1 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de

plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Financiering - Dienstjaar 2020.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed  
32 stemmers : 32 positieve stemmen

---

18.02.2020/A/0002 **CC - Adoption du registre des délibérations de la séance du 21.01.2020**

LE CONSEIL,

Considérant que le registre de la séance précédente a été mis à la disposition des membres du Conseil communal sept jours francs au moins avant la séance de ce jour ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 89, et le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, notamment les articles 22 et 23 ;

DECIDE d'approuver le registre des délibérations de la séance du 21.01.2020.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.  
32 votants · 32 votes positifs.

---

**GR - Goedkeuring van het register der beraadslagingen van de zitting van 21.01.2020**

DE RAAD,

Overwegende dat het register van de vorige zitting ter inzage van de Gemeenteraadsleden werd gelegd ten minste zeven vrije dagen voor de zitting van heden ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 89, en het huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad, met name de artikels 22 en 23 ;

BESLUIT het register der beraadslagingen van de zitting van 21.01.2020 goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.  
32 stemmers . 32 positieve stemmen.

---

18.02 2020/A/0003 **CC - Ordonnance du 14.12.2017 conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois - Organisation par la commune de réunions de travail, de commissions, de fêtes, ... - Débours - Exercice 2019 - Prise de connaissance**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 14 12 2017 conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois ;

Vu l'arrêté d'exécution du 24 01 2019 conjoint du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et du Collège réuni de la Commission communautaire commune portant exécution de l'article 5, § 1 de ladite ordonnance conjointe ;

Vu la circulaire du 20 11.2018 de la Région de Bruxelles-Capitale relative à l'application de ladite ordonnance conjointe ;

Vu notamment le point "Frais de représentation" de ladite circulaire qui précise les

éléments suivants "Si la commune souhaite inviter les dirigeants d'une ville jumelée ou si le collège organise un repas pour discuter avec les représentants d'une autorité supérieure, ce n'est pas le mandataire individuel, mais la commune qui prend l'initiative et paie les frais. Il ne s'agit pas alors de frais de représentation, de frais de fonctionnement ou d'avantages de toute nature pour les mandataires. Il en va de même, par exemple, pour un déjeuner frugal servi lors d'une réunion interne",

PREND CONNAISSANCE, dans le cadre de l'application de l'ordonnance du 14.12.2017 conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois et de sa circulaire d'application du 20.11.2018, des débours ci-après, supportés pour l'exercice 2019 par la commune de Woluwe-Saint-Pierre et relatifs à l'organisation par la seule commune de réunions de travail internes et externes, de commissions de concertation, de fêtes, ... :

1. Repas ou collations servis aux membres du Collège des Bourgmestre et Echevins et aux membres de la Commission de Concertation Urbanisme lors de réunions de travail 2019 (délibération #019/20.12.2018/B/0004#) :

a. avec imputation à l'article 1010/123-02 en faveur de :

- KOI TAKE AWAY pour un montant total de 696,00 EUR
- FONTEYNE THE KITCHEN pour un montant total de 452,26 EUR
- LE PAIN QUOTIDIEN pour un montant total de 2.093,90 EUR
- ROB pour un montant total de 1.330,80 EUR
- LA FLEUR DU PAIN pour un montant total de 134,30 EUR
- EXKI pour un montant total de 230,00 EUR
- PISTOLET ORIGINAL pour un montant total de 490,10 EUR
- HYGGE FOOD pour un montant total de 1.380,00 EUR
- SAVEURS ET DELICATESSES pour un montant total de 150,00 EUR
- PROXY DELHAIZE pour un montant total de 28,06 EUR
- GEMEENSCHAPSCENTRUM KONTAKT pour un montant total de 110,60 EUR
- LA TARTINETTE pour un montant total de 78,15 EUR
- SUSHI SHOP pour un montant total de 165,00 EUR

b. avec imputation à l'article 9300/124-02 en faveur de :

- ROB pour un montant total de 93,60 EUR
- Traiteur PANDIN pour un montant total de 1.958,00 EUR

2. Déjeuners de travail organisés en 2019 à l'hôtel communal à l'initiative de l'autorité communale ou des chefs de service (délibération #019/20.12.2018/B/0005#) :

a. avec imputation à l'article 1010/123-02 en faveur de :

- HYGGE FOOD pour un montant total de 479,88 EUR
- ROB pour un montant total de 458,8 EUR
- KOI TAKE AWAY pour un montant total de 132,00 EUR
- LA TARTINETTE pour un montant total de 58,55 EUR

- BURTONBOY Pierre pour un montant total de 570,24 EUR
- b. avec imputation à l'article 1040/123-02 en faveur de :
  - ROB pour un montant total de 1.646,00 EUR
  - LA TARTINETTE pour un montant total de 617,89 EUR
  - QUICK BELGIUM pour un montant total de 108,20 EUR
  - PAINS & CO pour un montant total de 3 023,26 EUR
- c. avec imputation à l'article 1050/123-16 en faveur de .
  - ROB pour un montant total de 485,47 EUR
- d. avec imputation à l'article 1060/123-16 en faveur de .
  - LA POMME DE BABELLE pour un montant total de 164,00 EUR
- e. avec imputation à l'article 1210/123-02 en faveur de :
  - AU CROQUANT pour un montant total de 6,40 EUR
  - RESTO VERSO pour un montant total de 201,90 EUR
- f. avec imputation à l'article 1310/123-02 en faveur de :
  - LA POMME DE BABELLE pour un montant total de 65,00 EUR
- g. avec imputation à l'article 7010/123-16 en faveur de .
  - LA MIE D'ARI pour un montant total de 182,38 EUR
- h. avec imputation à l'article 7010/123-48 en faveur de .
  - MIDI PLAISIR pour un montant total de 349,00 EUR
  - LA POMME DE BABELLE pour un montant total de 230,00 EUR
- i. avec imputation à l'article 7700/123-16 en faveur de :
  - TRAITEUR COPPÉ pour un montant total de 210,00 EUR
- j. avec imputation à l'article 7630/123-16 en faveur de
  - ROB pour un montant total de 530,00 EUR
  - DESMET BRUSSELS pour un montant total de 240,00 EUR
  - LA TARTINETTE pour un montant total de 250,00 EUR
- k. avec imputation à l'article 7671/123-16 en faveur de :
  - COLRUYT pour un montant total de 440,67 EUR
- l. avec imputation à l'article 8790/123-48 en faveur de :
  - TAPASSOIF pour un montant total de 145,00 EUR
  - MIDI PLAISIR pour un montant total de 107,00 EUR
  - COLRUYT pour un montant total de 11,96 EUR
- 3. Buffet servi dans le cadre de la fête annuelle 2019 en l'honneur du personnel pensionné de la commune et du C.P.A.S. (délibération #019/09.05.2019/B/0014#):
  - a. avec imputation à l'article 1310/123-16 en faveur de :
    - FINESSE pour un montant total de 12.355,98 EUR
- 4. Repas servis dans le cadre de la fête annuelle 2019 de Saint-Eloi (Bon de commande n° 1.622 - Engagement n° 6 885) .
  - a. avec imputation à l'article 1370/123-16 en faveur de :
    - ALLIANCE TEAM pour un montant total de 4.956,90 EUR
- 5. Réception avec lunch servi au personnel communal dans le cadre des fêtes de fin

d'année 2019 et de la présentation des vœux de nouvel an 2020 (délibération #019/11 04 2019/B/0007#) .

a avec imputation à l'article 1050/123-16 en faveur de :

- AU SOLEIL DU MIDI pour un montant total de 4.973,75 EUR

b. avec imputation à l'article 7630/123-16 en faveur de

- AU SOLEIL DU MIDI pour un montant total de 2.522,26 EUR

6 Cocktail dans le cadre du Printemps de l'Emploi 2019 (délibération #019/17.01 2019/B/0038#) .

a. avec imputation à l'article 8510/123-48 en faveur de :

- GOÛT ET VIE pour un montant total de 445,20 EUR

7. Walking dinner Rencontre Santé (Bon de commande n° 1.668 - Engagement n° 7.004) .

a. avec imputation à l'article 8710/123-16 en faveur de :

- BAUDY & DE CLERCQ pour un montant total de 4.791,51 EUR

8. Réunion sous forme de déjeuner de travail pour les membres du jury du Prix des Arts 2019 (délibération #019/10.10.2019/B/0062#) :

a. avec imputation à l'article 7700/123-16 en faveur de :

- FONTEYNE THE KITCHEN pour un montant total de 216,68 EUR

9. Soirée accueil des nouveau habitants (délibération #019//25.09.2019/B/0021#) :

a avec imputation à l'article 1310/123-16 en faveur de :

- LA MIE D'ARI pour un montant total de 408,25 EUR.

Le Conseil prend connaissance.

---

**GR - Ordonnantie van 14.12.2017 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de  
Gemeenschappelijke Gemeenschapcommissie betreffende de transparantie van de  
bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen - Organisatie  
door de gemeente van werkvergaderingen, van commissies, van feesten, ... -  
Onkosten - Dienstjaar 2019 - Kennisneming**

DE RAAD,

Gelet op de gezamenlijke ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 14.12.2017 betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen; Gelet op het gezamenlijk uitvoeringsbesluit van 24.01.2019 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ter uitvoering van artikel 5, § 1 van genoemde gemeenschappelijke ordonnantie ;

Gelet op de omzendbrief van 20 11 2018 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de toepassing van genoemde gemeenschappelijke ordonnantie ,

Gelet met name op punt "Representatiekosten" van voornoemde omzendbrief waarin het volgende bepaald wordt . "Als de gemeente het bestuur van een zusterstad wenst uit te nodigen of als het college een maaltijd organiseert met het oog op besprekingen met een hogere overheid, is het de gemeente en niet de individuele mandataris die daartoe het initiatief neemt en de kosten betaalt. Het gaat dan niet om representatiekosten, werkingskosten of voordelen van alle aard voor de mandatarissen. Hetzelfde geldt bijvoorbeeld voor een bescheiden lunch tijdens een interne vergadering." ;

NEEMT KENNIS, in het kader van de gezamenlijke ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 14.12.2017 betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen en van zijn toepassingsomzendbrief van 20.11.2018, van de hierna vermelde kosten gedragen door de gemeente Sint-Pieters-Woluwe voor het dienstjaar 2019 en met betrekking tot de organisatie enkel en alleen op initiatief van de gemeente van interne en externe werkvergaderingen, van overlegcommissies, van feesten,  
. :

1. (Lichte) maaltijden opgediend aan de leden van het College van Burgemeester en Schepenen en aan de leden van de Stedenbouwkundige Overlegcommissie tijdens werkvergaderingen 2019 (beraadslaging #019/20.12.2018/B/0004#) :

a. geboekt op artikel 1010/123-02 ten voordele van :

- KOI TAKE AWAY voor een totaalbedrag van 696,00 EUR
- FONTEYNE THE KITCHEN voor een totaalbedrag van 452,26 EUR
- "LE PAIN QUOTIDIEN" voor een totaalbedrag van 2.093,90 EUR
- ROB voor een totaalbedrag van 1.330,80 EUR
- "LA FLEUR DU PAIN" voor een totaalbedrag van 134,30 EUR
- EXKI voor een totaalbedrag van 230,00 EUR
- "PISTOLET ORIGINAL" voor een totaalbedrag van 490,10 EUR
- HYGGE FOOD voor een totaalbedrag van 1.380,00 EUR
- "SAVEURS ET DELICATESSES" voor een totaalbedrag van 150,00 EUR
- PROXY DELHAIZE voor een totaalbedrag 28,06 EUR
- GEMEENSCHAPSCENTRUM KONTAKT voor een totaalbedrag van 110,60 EUR
- "LA TARTINETTE" voor een totaalbedrag van 78,15 EUR
- SUSHI SHOP voor een totaalbedrag van 165,00 EUR

b geboekt op artikel 9300/124-02 ten voordele van :

- ROB voor een totaalbedrag van 93,60 EUR
- "TRAITEUR PANDIN" voor een totaalbedrag van 1.958,00 EUR

2. Werklunches gehouden in 2019 in het gemeentehuis op initiatief van de gemeentelijke overheid of van de dienstchefs (beraadslaging #019/20.12.2018/B/0005#) :

a geboekt op artikel 1010/123-02 ten voordele van :

- HYGGE FOOD voor een totaalbedrag van 479,88 EUR
- ROB voor een totaalbedrag van 458,8 EUR
- KOI TAKE AWAY voor een totaalbedrag van 132,00 EUR
- "LA TARTINETTE" voor een totaalbedrag van 58,55 EUR
- BURTONBOY Pierre voor een totaalbedrag van 570,24 EUR

b. geboekt op artikel 1040/123-02 ten voordele van :

- ROB voor een totaalbedrag van 1.646,00 EUR
  - "LA TARTINETTE" voor een totaalbedrag van 617,89 EUR
  - QUICK BELGIUM voor een totaalbedrag van 108,20 EUR
  - "PAINS & CO" voor een totaalbedrag van 3.023,26 EUR
- c. geboekt op artikel 1050/123-16 ten voordele van :
- ROB voor een totaalbedrag van 485,47 EUR
- d. geboekt op artikel 1060/123-16 ten voordele van :
- "LA POMME DE BABELLE" voor een totaalbedrag van 164,00 EUR
- e. geboekt op artikel 1210/123-02 ten voordele van .
- "AU CROQUANT" voor een totaalbedrag van 6,40 EUR
  - RESTO VERSO voor een totaalbedrag van 201,90 EUR
- f. geboekt op artikel 1310/123-02 ten voordele van :
- "LA POMME DE BABELLE" voor een totaalbedrag van 65,00 EUR
- g. geboekt op artikel 7010/123-16 ten voordele van .
- "LA MIE D'ARI" voor een totaalbedrag van 182,38 EUR
- h. geboekt op artikel 7010/123-48 ten voordele van .
- "MIDI PLAISIR" voor een totaalbedrag van 349,00 EUR
  - "LA POMME DE BABELLE" voor een totaalbedrag van 230,00 EUR
- i. geboekt op artikel 7700/123-16 ten voordele van .
- "TRAITEUR COPPÉ" voor een totaalbedrag van 210,00 EUR
- j. geboekt op artikel 7630/123-16 ten voordele van :
- ROB voor een totaalbedrag van 530,00 EUR
  - DESMET BRUSSELS voor een totaalbedrag van 240,00 EUR
  - "LA TARTINETTE" voor een totaalbedrag van 250,00 EUR
- k. geboekt op artikel 7671/123-16 ten voordele van :
- COLRUYT voor een totaalbedrag van 440,67 EUR
- l. geboekt op artikel 8790/123-48 ten voordele van .
- "TAPASSOIF" voor een totaalbedrag van 145,00 EUR
  - "MIDI PLAISIR" voor een totaalbedrag van 107,00 EUR
  - COLRUYT voor een totaalbedrag van 11,96 EUR
- 3 Buffet opgediend in het kader van het jaarlijks feest 2019 ter ere van het gepensioneerd personeel van de gemeente en van het O.C.M.W. (beraadslaging #019/09.05.2019/B/0014#) :
- a. geboekt op artikel 1310/123-16 ten voordele van :
- FINESSE voor een totaalbedrag van 12.355,98 EUR
- 4 Maaltijden opgediend in het kader van het jaarlijks feest 2019 van Sint-Elooi (Bestelbon nr 1.622 - Vastlegging nr. 6 885) :
- a. geboekt op artikel 1370/123-16 ten voordele van :
- ALLIANCE TEAM voor een totaalbedrag van 4.956,90 EUR
5. Receptie met lunch geserveerd aan het gemeentepersoneel in het kader van de eindejaarsfeesten 2019 en van de nieuwjaarswensen 2020 (beraadslaging

- #019/11.04.2019/B/0007#) .
- a. geboekt op artikel 1050/123-16 ten voordele van
    - "AU SOLEIL DU MIDI" voor een totaalbedrag van 4 973,75 EUR
  - b. geboekt op artikel 7630/123-16 ten voordele van :
    - "AU SOLEIL DU MIDI" voor een totaalbedrag van 2.522,26 EUR
6. Cocktail in het kader van Lentefest 2019 (beraadslaging #019/17 01.2019/B/0038#) :
- a. geboekt op artikel 8510/123-48 ten voordele van :
    - "GOÛT ET VIE" voor een totaalbedrag van 445,20 EUR
- 7 Walking Dinner Gezondheid Ontmoeting (Bestelbon nr. 1.668 - Vastlegging nr. 7.004) :
- a. geboekt op artikel 8710/123-16 ten voordele van .
    - BAUDY & DE CLERCQ voor een totaalbedrag van 4.791,51 EUR
8. Vergadering onder vorm van een werklunch voor de juryleden van de Kunstprijs 2019 (beraadslaging #019/10.10.2019/B/0062#) .
- a. geboekt op artikel 7700/123-16 ten voordele van :
    - FONTEYNE THE KITCHEN voor een totaalbedrag van 216,68 EUR
- 9 Welkomstavond voor de nieuwe inwoners (beraadslaging #019/25.09.2019/B/0021#) :
- a. geboekt op artikel 1310/123-16 ten voordele van :
    - "LA MIE D'ARI" voor een totaalbedrag van 408,25 EUR.

De Raad neemt kennis.

---

18.02.2020/A/0004 **CC - Ordonnance du 14.12.2017 conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois - Fixation du montant des rémunérations des bourgmestre et échevins - Fixation du montant des avantages de toute nature et des frais de représentation des bourgmestre, échevins et conseillers communaux - Fixation du montant des jetons de présence des conseillers communaux - Fixation de la liste des outils de travail mis à disposition des bourgmestre, échevins et conseillers communaux pour l'exercice de leur mandat - Exercice 2020**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 14.12.2017 conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois ;

Vu l'arrêté d'exécution du 24.01.2019 conjoint du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et du Collège réuni de la Commission communautaire commune portant exécution de l'article 5, § 1 de ladite ordonnance conjointe ;

Vu l'arrêté d'exécution du 04.10.2018 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'article 7 de ladite ordonnance conjointe ;

Vu la circulaire du 20 11.2018 de la Région de Bruxelles-Capitale relative à l'application

de ladite ordonnance conjointe ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 12, 19 et 28 ;

Vu le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal ,

Vu la délibération du Conseil communal du 30.01.2002 fixant à 105,00 EUR au 01.01.2002 le montant des jetons de présence des membres du Conseil communal pour l'assistance aux séances et aux commissions du Conseil communal, montant indexé au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice ;

Vu la nécessité de mettre à jour pour le futur le contenu de la délibération du 26.02.2019 du Conseil communal portant fixation du montant des rémunérations des bourgmestre et échevins, fixation du montant des avantages de toute nature et des frais de représentation des bourgmestre, échevins et conseillers communaux, fixation du montant des jetons de présence des conseillers communaux et fixation de la liste des outils de travail mis à disposition des bourgmestre, échevins et conseillers communaux pour l'exercice de leur mandat ;

DECIDE, en application de l'ordonnance du 14.12.2017 conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois .

1. d'arrêter conformément aux dispositions des articles 19 et 28 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, le montant des rémunérations dont bénéficient les bourgmestre et échevins au cours de l'année 2020;
2. d'arrêter comme suit le montant des avantages de toute nature et des frais de représentation dont bénéficient le bourgmestre, les échevins et les conseillers communaux
  - en dehors d'un véhicule communal et d'un abonnement GSM mis à la disposition du bourgmestre, aucun avantage de toute nature, aucun frais de représentation n'est attribué au bourgmestre, aux échevins et aux conseillers communaux ;
  - la commune seule organise des réceptions et représentations en exécution de délibérations prises préalablement par le Collège des Bourgmestre et Echevins et communiquées au Conseil communal ,
  - ces réceptions et représentations ne constituent ni des avantages de toute nature ni des frais de représentation dont bénéficient le bourgmestre, les échevins et les conseillers communaux ;
  - ces réceptions et représentations constituent uniquement des frais de représentation de la commune, par et pour elle-même ;
3. d'arrêter comme suit le montant des jetons de présence dont bénéficient les membres du Conseil communal en application notamment de l'article 12 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée:
  - fixation à 144,20 EUR au 01.01.2020 du montant indexé des jetons de présence des membres du Conseil communal pour leur assistance aux séances et aux commissions du Conseil communal au cours de l'année 2020;
  - adaptation de ce montant annuellement au 1er janvier de l'exercice en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation (indice santé), l'indice de référence étant celui du mois de décembre 2001, soit 109,23 (base 1996 = 100) ou 96,01 (base 2004 = 100), l'indice nouveau étant celui du mois de décembre 2019 précédant la présente réadaptation, soit 149,01 (base 1996 = 100) ou 130,98 (base 2004 = 100), et le montant du jeton de

présence de base étant celui du mois de janvier 2002, soit 105,00 EUR ;

- interdiction de cumul des jetons de présence pour les séances qui ont lieu le même jour et/ou qui se prolongent au-delà de minuit ;
  - en moyenne 20 jetons de présence par année par membre du Conseil communal pour les séances et les commissions du Conseil communal ;
  - absence de jeton de présence pour le bourgmestre et les échevins ,
  - absence de jeton de présence pour les ministres et les secrétaires d'état ;
  - double jeton de présence pour le président du Conseil communal ou celui qui le remplace, à l'exclusion du bourgmestre ou de son remplaçant ,
4. d'arrêter comme suit la liste des outils de travail mis à disposition du bourgmestre, des échevins, des conseillers communaux et strictement nécessaires et justifiés pour l'exercice de leur mandat .

a. Bourgmestre, M. Benoit CEREXHE .

- un bureau, local et mobilier ;
- 1 ordinateur fixe, 1 tablette, 2 téléphones fixes, 1 téléphone dect (sans fil), 1 appareil multifonction (imprimante, photocopieuse, scanner, télécopieuse), 1 nécessaire de bureau ,
- un véhicule communal mis à disposition ;

b. Echevin 1, Mme Caroline LHOIR :

- un bureau, local et mobilier ;
- 1 tablette + dockstation, 1 imprimante, 1 téléphone fixe, 1 appareil multifonction en temps partagé avec l'administration et les autres membres du Collège des Bourgmestre et Echevins, 1 nécessaire de bureau ;

c. Echevin 2, M. Alexandre PIRSON .

- un bureau, local et mobilier ;
- 1 tablette + dockstation, 1 téléphone fixe, 1 appareil multifonction en temps partagé avec l'administration et les autres membres du Collège des Bourgmestre et Echevins, 1 nécessaire de bureau ;

d. Echevin 3, Mme Françoise de CALLATAY :

- un bureau, local et mobilier ;
- 1 tablette + docking station, 1 imprimante, 1 téléphone fixe, 1 appareil multifonction en temps partagé avec l'administration et les autres membres du Collège des Bourgmestre et Echevins, 1 nécessaire de bureau ;

e. Echevin 4, M. Antoine BERTRAND .

- un bureau, local et mobilier ;
- 1 tablette + dockstation, 1 imprimante, 1 téléphone fixe, 1 appareil multifonction en temps partagé avec l'administration et les autres membres du Collège des Bourgmestre et Echevins, 1 nécessaire de bureau ;

f. Echevin 5, Mme Carine KOLCHORY :

- un bureau, local et mobilier ;
- 1 ordinateur fixe, 1 téléphone fixe, 1 appareil multifonction en temps partagé avec l'administration et les autres membres du

- Collège des Bourgmestre et Echevins, 1 nécessaire de bureau ;
- g. Echevin 6, M. Dominique HARMEL :
- un bureau, local et mobilier ;
  - 1 ordinateur, 1 imprimante, 1 téléphone fixe, 1 appareil multifonction en temps partagé avec l'administration et les autres membres du Collège des Bourgmestre et Echevins, 1 nécessaire de bureau ;
- h. Echevin 7, M. Raphael van BREUGEL :
- un bureau, local et mobilier ;
  - 1 tablette + dockstation, 1 imprimante, 1 téléphone fixe, 1 appareil multifonction en temps partagé avec l'administration et les autres membres du Collège des Bourgmestre et Echevins, 1 nécessaire de bureau ,
- i. Echevin 8, M. Helmut DE VOS :
- un bureau, local et mobilier ,
  - 1 tablette + docking station, 1 imprimante, 1 téléphone fixe, 1 appareil multifonction en temps partagé avec l'administration et les autres membres du Collège des Bourgmestre et Echevins, 1 nécessaire de bureau ;
- j. Conseillers communaux en ce compris le président du Conseil communal et son suppléant de même que le président du C.P.A.S. s'il est également conseiller communal .
- un espace, son mobilier (1 table et 4 chaises), en temps partagé pour l'ensemble des conseillers communaux et l'administration au service du Secrétariat central pour la consultation de tout dossier concernant la gestion de la commune ;
  - un ordinateur en temps partagé pour l'ensemble des conseillers communaux au service du Secrétariat central pour la consultation des dossiers inscrits à l'ordre du jour du Conseil communal ;
  - un appareil multifonction en temps partagé pour l'ensemble des conseillers communaux, les membres du Collège des Bourgmestre et Echevins et l'administration au service du Secrétariat central pour copie de documents du Conseil communal ou d'autres documents concernant la gestion de la commune

- A part le véhicule mis à disposition du Bourgmestre, aucun véhicule n'est affecté aux membres du Collège des Bourgmestre et échevins, sous réserve de la possibilité pour ceux-ci d'utiliser, comme l'administration et pour les besoins du service public, le pool des véhicules communaux (véhicules, vélos électriques, etc)

- Echevins : possibilité de bénéficier d'un mécanisme par lequel la commune prend en charge un montant « split billing » de 30,00 EUR/mois qui inclut les communications de téléphonie et de mobile data/broadband en Belgique générés dans le cadre de leur mandat, tout usage dépassant ce montant mensuel de 30,00 EUR étant donc facturé directement au mandataire par l'opérateur de mobilophonie

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.  
32 votants : 32 votes positifs.

---

**GR - Ordonnantie van 14.12.2017 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de  
Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de transparantie van de  
bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen - Vaststelling  
van het bedrag van de bezoldigingen van de burgemeester en de schepenen -  
Vaststelling van het bedrag van de voordelen van alle aard en van de  
representatiekosten van de burgemeester, de schepenen en de gemeenteraadsleden -  
Vaststelling van het bedrag van het presentiegeld van de gemeenteraadsleden -  
Vaststelling van de lijst van werkinstrumenten ter beschikking gesteld van de  
burgemeester, de schepenen en de gemeenteraadsleden voor de uitoefening van hun  
mandaat - Dienstjaar 2020**

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 14 12 2017 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de  
Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de transparantie van de  
bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen ,

Gelet op het gezamenlijke uitvoeringsbesluit van 24.01.2019 van de Brusselse  
Hoofdstedelijke Regering en het Verenigd College van de Gemeenschappelijke  
Gemeenschapscommissie tot uitvoering van artikel 5, §1 van voornoemde ordonnantie ;

Gelet op het uitvoeringsbesluit van 04.10.2018 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering  
tot uitvoering van artikel 7 van voornoemde ordonnantie ;

Gelet op de omzendbrief van 20.11.2018 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest  
betreffende de toepassing van deze ordonnantie ,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke  
bepalingen, met name artikels 12, 19 en 28 ,

Gelet op het huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 30.01.2002 waarbij op 01.01.2002 het  
bedrag van het presentiegeld van de leden van de Gemeenteraad vastgesteld wordt op  
105,00 EUR voor het bijwonen van zittingen en commissies van de Gemeenteraad, bedrag  
jaarlijks aan te passen op de eerste januari van het dienstjaar ,

Gelet op de noodzaak om voor de toekomst over te gaan tot het updaten van de inhoud van  
de beraadslaging van 26.02.2019 van de Gemeenteraad houdende vaststelling van het  
bedrag van de bezoldigingen van de burgemeester en schepenen, vaststelling van het  
bedrag van de voordelen van alle aard en van de representatiekosten van de burgemeester,  
schepenen en gemeenteraadsleden, vaststelling van het bedrag van het presentiegeld van de  
gemeenteraadsleden en vaststelling van de lijst van werkinstrumenten ter beschikking  
gesteld van de burgemeester, schepenen en gemeenteraadsleden voor de uitoefening van  
hun mandaat ;

BESLUIT, in toepassing van de ordonnantie van 14.12.2017 van het Brussels  
Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende  
de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare  
mandatarissen :

1. overeenkomstig de bepalingen van de artikels 19 en 28 van de nieuwe  
gemeentewet, zoals gewijzigd, het bedrag van de bezoldigingen, die de  
burgemeester en schepenen gedurende het jaar 2020 genieten, vast te  
stellen, verduidelijkend dat de bezoldigingen van Dhr. Benoit CEREXHE in zijn  
hoedanigheid van burgemeester op eigen verzoek beperkt werden en zullen  
worden om te beantwoorden aan de bepalingen van artikel 3 van de voormelde  
ordonnantie van 14.12.2017 ,
2. het bedrag van de voordelen van alle aard en van de representatiekosten ten gunste  
van de burgemeester, de schepenen en de gemeenteraadsleden als volgt vast te

stellen .

- buiten een gemeentelijk voertuig en een gsm-abonnement dat ter beschikking van de burgemeester wordt gesteld, worden geen voordelen van alle aard, noch representatiekosten toegekend aan de burgemeester, de schepenen en de gemeenteraadsleden ,
  - enkel en alleen de gemeente organiseert recepties en representaties in uitvoering van de beraadslagingen vooraf genomen door het College van Burgemeester en Schepenen en meegedeeld aan de Gemeenteraad ;
  - deze recepties en representaties vormen geen voordelen van alle aard, noch representatiekosten ten gunste van de burgemeester, de schepenen en de gemeenteraadsleden ;
  - deze recepties en representaties zijn uitsluitend representatiekosten van de gemeente, gedaan door en voor zichzelf ,
3. het bedrag van het presentiegeld dat de leden van de Gemeenteraad krijgen in toepassing van artikel 12 van de nieuwe gemeentewet als volgt vast te stellen .
- op 01.01 2020 het geïndexeerd bedrag van het presentiegeld van de leden van de Gemeenteraad voor het bijwonen van zittingen en commissies van de Gemeenteraad voor het jaar 2020 vast te stellen op 144,20 EUR ,
  - jaarlijkse aanpassing van dit bedrag op 1 januari van het dienstjaar in functie van de evolutie van de index der consumptieprijzen (gezondheidsindex), de referentie-index zijnde deze van de maand december 2001, hetzij 109,23 (basis 1996 = 100) of 96,01 (basis 2004 = 100), de nieuwe index zijnde deze van de maand december 2019 die deze aanpassing voorafgaat, hetzij 149,01 (basis 1996 = 100) of 130,98 (basis 2004 = 100) en het bedrag van het basis-presentiegeld zijnde dat van de maand januari 2002, hetzij 105,00 EUR ;
  - verbod tot cumulatie van presentiegelden voor zittingen die dezelfde dag en/of na middernacht plaatsvinden ;
  - gemiddeld 20 presentiegelden per jaar per lid van de Gemeenteraad voor de zittingen en commissies van de Gemeenteraad ;
  - geen presentiegeld voor de burgemeester en de schepenen ;
  - geen presentiegeld voor de ministers en de staatssecretarissen ,
  - dubbel presentiegeld voor de voorzitter van de Gemeenteraad of degene die hem vervangt, met uitzondering van de burgemeester of zijn vervanger ;
4. de lijst met de werkinstrumenten ter beschikking gesteld van de burgemeester, van de schepenen en van de gemeenteraadsleden en die strikt noodzakelijk en verantwoord zijn voor de uitoefening van hun mandaat als volgt vast te stellen :
- a. Burgemeester, Dhr. Benoit CEREXHE :
- een bureel, lokaal en meubilair ;
  - 1 computer, 1 tablet, 2 vaste telefoons, 1 multifunctioneel apparaat (printer, kopieertoestel, scanner, faxtoestel), kantoorbenodigdheden ;
  - terbeschikkingstelling van een gemeentelijk voertuig ;
- b. Schepenen 1, Mevr. Caroline LHOIR :
- een bureel, lokaal en meubilair ;
  - 1 tablet + dockstation, 1 printer, 1 vaste telefoon, 1

- multifunctioneel apparaat in gedeeld gebruik met het bestuur en de andere leden van het College van Burgemeester en Schepenen, kantoorbenodigdheden ,
- c. Schepen 2, Dhr. Alexandre PIRSON
- een bureel, lokaal en meubilair ,
  - 1 tablet + dockstation, 1 vaste telefoon, 1 multifunctioneel apparaat in gedeeld gebruik met het bestuur en de andere leden van het College van Burgemeester en Schepenen, kantoorbenodigdheden ,
- d. Schepen 3, Mevr. Françoise de CALLATAY
- een bureel, lokaal en meubilair ,
  - 1 tablet + dockstation, 1 printer, 1 vaste telefoon, 1 multifunctioneel apparaat in gedeeld gebruik met het bestuur en de andere leden van het College van Burgemeester en Schepenen, kantoorbenodigdheden ;
- e. Schepen 4, Dhr. Antoine BERTRAND :
- een bureel, lokaal en meubilair ;
  - 1 tablet + dockstation, 1 printer, 1 vaste telefoon, 1 multifunctioneel apparaat in gedeeld gebruik met het bestuur en de andere leden van het College van Burgemeester en Schepenen, kantoorbenodigdheden ;
- f. Schepen 5, Mevr. Carine KOLCHORY ·
- een bureel, lokaal en meubilair ;
  - 1 vaste computer, 1 vaste telefoon, 1 multifunctioneel apparaat in gedeeld gebruik met het bestuur en de andere leden van het College van Burgemeester en Schepenen, kantoorbenodigdheden ,
- g. Schepen 6, Dhr Dominique HARMEL ·
- een bureel, lokaal en meubilair ;
  - 1 computer, 1 printer, 1 vaste telefoon, 1 multifunctioneel apparaat in gedeeld gebruik met het bestuur en de andere leden van het College van Burgemeester en Schepenen, kantoorbenodigdheden ,
- h. Schepen 7, Dhr. Raphael van BREUGEL :
- een bureel, lokaal en meubilair ;
  - 1 tablet + dockstation, 1 printer, 1 vaste telefoon, 1 multifunctioneel apparaat in gedeeld gebruik met het bestuur en de andere leden van het College van Burgemeester en Schepenen, kantoorbenodigdheden ;
- i. Schepen 8, Dhr. Helmut DE VOS :
- een bureel, lokaal en meubilair ;
  - 1 tablet + dockstation, 1 printer, 1 vaste telefoon, 1 multifunctioneel apparaat in gedeeld gebruik met het bestuur en de andere leden van het College van Burgemeester en Schepenen, kantoorbenodigdheden ;
- j. Gemeenteraadsleden met inbegrip van de voorzitter van de Gemeenteraad en zijn plaatsvervanger evenals de voorzitter van het O.C.M.W indien hij ook gemeenteraadslid is ·
- een ruimte en haar meubilair (1 tafel en 4 stoelen) op de dienst van

het Gemeentesecretariaat in gedeeld gebruik voor het geheel van de gemeenteraadsleden en het gemeentebestuur voor het raadplegen van elk dossier met betrekking tot het beleid van de gemeente ;

- een computer op de dienst van het Gemeentesecretariaat voor het raadplegen van de dossiers ingeschreven op de agenda van de Gemeenteraad ;

- een multifunctioneel apparaat in gedeeld gebruik met het geheel van de gemeenteraadsleden, de leden van het College van Burgemeester en Schepenen en het gemeentebestuur op de dienst Centraal secretariaat voor het kopiëren van documenten van de Gemeenteraad of andere documenten met betrekking tot het beleid van de gemeente ;

- Buiten het voertuig dat ter beschikking wordt gesteld van de Burgemeester, is geen enkel ander voertuig toegewezen aan enig ander lid van het College van Burgemeester en Schepenen, maar voor dienstnoodwendigheden kunnen zij wel, net als de personeelsleden van het gemeentebestuur, gebruik maken van het gemeentelijk wagenpark (voertuigen, elektrische fietsen, enz.).

- Schepenen : mogelijkheid om gebruik te maken van een mechanisme waarbij de gemeente een "gesplitste facturatie" van 30,00 EUR/maand betaalt, met inbegrip van de in het kader van hun mandaat gegenereerde telefonische en mobiele gegevens/breedbandcommunicatie in België, waarbij elk gebruik boven dit maandelijks bedrag van 30,00 EUR rechtstreeks door de mobiele operator aan de mandataris wordt gefactureerd.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.  
32 stemmers · 32 positieve stemmen.

---

## Etat civil - Burgelijke stand

18.02.2020/A/0005 **CC - Cimetière communal - Concessions de sépultures - Pelouses A, C, H, J, M - Etat d'abandon - Renonciation expresse, voire anticipée - Fin du "droit de concession"**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 29.11.2018 sur les funérailles et sépultures notamment l'article 13 ;

Vu les recherches effectuées par le service Etat civil en vue de retrouver des héritiers ou ayants droit relativement aux concessions reprises ci-après ;

Considérant les courriers par lesquels les héritiers et/ou ayants droit renoncent expressément, voire de manière anticipée, au "droit de concession" ,

DECIDE de mettre fin au "droit de concession" relativement aux diverses concessions de sépultures situées aux pelouses A, C, H, J, M du cimetière communal suite à la renonciation expresse, voire anticipée, des héritiers ou ayants droit :

| <u>N° concession</u> | <u>Noms et adresse des concessionnaires</u>       | <u>Pelouses</u> |
|----------------------|---|-----------------|
| 65/1076              | PAULUS-DONNEZ Laure<br>avenue Prince Baudouin 100 | A               |

|         |  |   |
|---------|--|---|
|         | 1150 Woluwe-Saint-Pierre   |   |
| 79      | SIMONS J.<br>rue de Robiano 15<br>3080 Tervuren                            | C |
| 286     | ERICKX Joseph<br>rue Vandenhoven 108<br>1150 Woluwe-Saint-Pierre           | C |
| 370     | BUEKENHOUT Frans<br>rue de la Cambre 209<br>1150 Woluwe-Saint-Pierre       | C |
| 635     | BAUDRIE - PEETERS<br>Avenue Grandchamp 2<br>1150 Woluwe-Saint-Pierre       | C |
| 042/827 | VANDERSTAPPEN Anna<br>rue François Desmedt 135<br>1150 Woluwe-Saint-Pierre | C |
| 72/1584 | MASSION - VERNIORY<br>avenue de Tervueren 322<br>1150 Woluwe-Saint-Pierre  | H |
| 66/1143 | GODFIRNON Jules<br>avenue Vancrombrugge 68<br>1150 Woluwe-Saint-Pierre     | J |
| 74/1657 | DUJARDIN - GROSSEN<br>rue François Gay 177<br>1150 Woluwe-Saint-Pierre     | M |

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.  
32 votants 32 votes positifs

---

**GR - Gemeentelijk kerkhof - Grondvergunningen - Perken A, C, H, J, M - Staat van verwaarlozing - Uitdrukkelijke en, desgevallend, vervroegde opzegging - Einde van het "vergunningsrecht"**

DE RAAD,

Gelet op de Ordonnantie van 29.11.2018 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging met name artikel 13 ;

Gelet op de opzoeken die door de dienst Burgerlijke stand worden gedaan om erfgenamen of rechthebbenden te vinden met betrekking tot de hieronder vermelde concessies ;

Overwegende de brieven waarbij de erfgenamen en/of rechthebbenden uitdrukkelijk en, desgevallend vervroegd, het "grondvergunningsrecht" opzeggen ;

BESLUIT een einde te maken aan het "vergunningsrecht" betreffende de diverse grondvergunningen gelegen op perken A, C, H, J, M van het gemeentelijk kerkhof ingevolge de uitdrukkelijke en, desgevallend vervroegde, opzegging van de erfgenamen en/of rechthebbenden

Nr. van vergunning Naam en adres van de vergunninghouder Perk

|         |                         |   |
|---------|-------------------------|---|
| 65/1076 | PAULUS-DONNEZ Laure     | A |
|         | Prins Boudewijnlaan 100 |   |

|         |  |   |
|---------|--|---|
|         | 1150 Sint-Pieters-Woluwe   |   |
| 79      | SIMONS J.<br>Robianostraat 15<br>3080 Tervuren                               | C |
| 286     | ERICKX Joseph<br>Vandenhovenstraat 108<br>1150 Sint-Pieters-Woluwe           | C |
| 370     | BUEKENHOUT Frans<br>Ter Kamerenstraat 209<br>1150 Sint-Pieters-Woluwe        | C |
| 635     | BAUDRIE - PEETERS<br>Grootveldlaan 2<br>1150 Sint-Pieters-Woluwe             | C |
| 042/827 | VANDERSTAPPEN Anna<br>François Desmedtstraat 135<br>1150 Sint-Pieters-Woluwe | C |
| 72/1584 | MASSION - VERNIORY<br>Tervurenlaan 322<br>1150 Sint-Pieters-Woluwe           | H |
| 66/1143 | GODFIRNON Jules<br>Vancrombrugghelaan 68<br>1150 Sint-Pieters-Woluwe         | J |
| 74/1657 | DUJARDIN - GROSSEN<br>François Gaystraat 177<br>1150 Sint-Pieters-Woluwe     | M |

De Raad keurt eenpaarig het voorstel van beraadslaging goed.  
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

*Laurent de Spirlet entre en séance / treedt in zitting.*  
*Marie Cruysmans entre en séance / treedt in zitting.*

---

## Développement durable Agenda 21 - Duurzame ontwikkeling Agenda 21

18.02 2020/A/0006 **CC - Développement Durable - Appel à projets 2019 de BRUXELLES ENVIRONNEMENT (I.B.G.E.) pour la mise en oeuvre de projets environnementaux durables - Conventions relatives aux subventions des projets intitulés :**  
**1."Ressourcerie (pérennisation) - Année III", 2."Transition écologique du Marché Public "Produits et matériel d'entretien pour le nettoyage", 3."Administration en transition écologique" - Approbation**

LE CONSEIL,

Considérant l'appel à projets 2019 de BRUXELLES ENVIRONNEMENT (I B G E ) à l'intention des communes et C.P.A S bruxellois pour la mise en oeuvre de projets

environnementaux durables ,

Considérant la Déclaration de Politique générale 2019-2024 de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ,

Considérant que, dans ce cadre, le service Développement Durable a soumis des dossiers de candidature pour les projet suivants :

- 1 Ressources-Déchets Pérennisation du projet pilote de Ressourcerie à Woluwe-Saint-Pierre - Année III ;
- 2 Transition écologique du Marché Public "Produits et matériel d'entretien pour le nettoyage" ;
3. Woluwe-Saint-Pierre, Administration en transition ,
4. Transition pour une offre Horeca durable au W:Hall - Centre Culturel de Woluwe-Saint-Pierre ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 22.08.2019 ayant pour objet "Appels à projet 2019 de BRUXELLES ENVIRONNEMENT (B E.) pour la mise en œuvre de projets environnementaux durables – Dossiers de candidature pour 3 nouveaux projets . « *Transition pour une offre Horeca durable au W:Hall - Centre Culturel de Woluwe-Saint-Pierre* », « *Administration en transition* » et « *Produits d'entretien* » - Dossier de candidature pour la troisième année de subside aux lauréats 2017 · Projet intitulé « *Ressources-Déchets : Pérennisation du projet pilote de Ressourcerie à Woluwe-Saint-Pierre* » - Approbations, introductions et sollicitations des subventions - Exercices 2019-2020 ;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 12 décembre 2019, octroyant à la commune de Woluwe-Saint-Pierre les subsides suivants :

- Un subside de 30.000,00 EUR pour la poursuite du projet "Pérennisation du projet pilote de Ressourcerie à Woluwe-Saint-Pierre" ;
- Un subside de 25.000,00 EUR pour la réalisation du projet "Transition écologique du Marché Public "Produits et matériel d'entretien pour le nettoyage" ,
- Un subside de 25 000,00 EUR pour la réalisation du projet Woluwe-Saint-Pierre · "Administration en transition écologique" ;

DECIDE d'approuver et de signer les conventions ci-annexées intervenant entre BRUXELLES ENVIRONNEMENT (I.B G E.) et la commune de Woluwe-Saint-Pierre afin de fixer les rôles de chacun et d'enregistrer la mise à disposition de la commune par BRUXELLES ENVIRONNEMENT des subventions suivantes :

- Une subvention de 30.000,00 EUR pour la poursuite du projet "Pérennisation du projet pilote de Ressourcerie à Woluwe-Saint-Pierre (Année III)" ;
- Un subvention de 25.000,00 EUR pour la réalisation du projet "Transition écologique du Marché Public "Produits et matériel d'entretien pour le nettoyage" ;
- Une subvention de 25.000,00 EUR pour la réalisation du projet "Woluwe-Saint-Pierre : Administration en transition écologique".

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 23 votes positifs, 11 abstentions.

*Abstentions : Laurent de Spirlet, Willem Draps, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Tanguy Verheyen, Aymeric de Lamotte, Etienne Dujardin, Muriel Godhard, Juliette Siaens-Mahieu.*

**GR - Duurzame Ontwikkeling - Projectoproep 2019 van LEEFMILIEU BRUSSEL (B.I.M.) voor de uitvoering van duurzame milieuprojecten - Overeenkomsten betreffende de toelagen van de projecten : 1."Kringloopcentrum (verduurzaming) - Jaar III", 2."Ecologische transitie van de openbare opdracht "Onderhoudsproducten en -materiaal voor de reiniging", 3."Ecologische transitie van de Administratie" - Goedkeuring**

DE RAAD,

Overwegende de projectoproep 2019 van LEEFMILIEU BRUSSEL (B.I.M.) voor gemeenten en Brusselse O.C.M.W.'s voor de uitvoering van duurzame milieuprojecten ,  
Overwegende de Algemene Beleidsverklaring 2019-2024 van de Gemeente Sint-Pieters-Woluwe ;

Overwegende dat de dienst Duurzame Ontwikkeling in dit kader een aanvraag heeft ingediend voor de volgende projecten .

1. Grondstoffen-Afvalbeheer . Verduurzaming van het proefproject van een kringloopcentrum in Sint-Pieters-Woluwe - Jaar III ;
2. Ecologische transitie van de openbare opdracht "Onderhoudsproducten en -materiaal voor de reiniging" ;
3. Sint-Pieters-Woluwe, Ecologische transitie van de Administratie ;
4. Overgang naar een duurzaam horeca-aanbod in het W.Hall - Cultureel Centrum van Sint-Pieters-Woluwe ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 22.08.2019 met als doelstelling "Projectoproep 2019 van LEEFMILIEU BRUSSEL (L.B.) voor de uitvoering van duurzame milieuprojecten - Kandidaatstellingsdossiers voor 3 nieuwe projecten : "Overgang naar een duurzaam horeca-aanbod in het W.Hall - Cultureel Centrum van Sint-Pieters-Woluwe", "Transitie van de Administratie" en "Onderhoudsproducten" - Kandidaatstellingsdossier voor het derde subsidiejaar voor de winnaars van 2017 . Project "Beheer van grondstoffen-Afvalbeheer . Verduurzaming van het proefproject van een kringloopcentrum in Sint-Pieters-Woluwe" - Goedkeuring, indiening en subsidieaanvraag" - Dienstjaren 2019-2020 ;

Gelet op de kennisgeving van de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 12 december 2019 om de gemeente Sint-Pieters-Woluwe de volgende subsidies toe te kennen :

- Een subsidie van 30.000,00 EUR voor de voortzetting van het project "Verduurzaming van het proefproject van een kringloopwinkel in Sint-Pieters-Woluwe" ;
- Een subsidie van 25.000,00 EUR voor de uitvoering van het project "Ecologische transitie van de openbare opdracht "Onderhoudsproducten en -materiaal voor de reiniging" ;
- Een subsidie van 25.000,00 EUR voor de uitvoering van het project Sint-Pieters-Woluwe : "Ecologische transitie van de Administratie" ,

BESLUIT de bijgevoegde overeenkomsten tussen LEEFMILIEU BRUSSEL (B.I.M.) en de gemeente Sint-Pieters-Woluwe goed te keuren en te ondertekenen om de rol van elke partij vast te leggen en de toekenning door LEEFMILIEU BRUSSEL van de volgende subsidies :

- Een subsidie van 30.000,00 EUR voor de voortzetting van het project

“Verduurzaming van het proefproject van een kringloopwinkel in Sint-Pieters-Woluwe (Jaar III)” ;

- Een subsidie van 25.000,00 EUR voor de uitvoering van het project “Ecologische transitie van de openbare opdracht "Onderhoudsproducten en -materiaal voor de reiniging"” ;
- Een subsidie van 25 000,00 EUR voor de uitvoering van het project Sint-Pieters-Woluwe : “Ecologische transitie van de Administratie”

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers 23 positieve stemmen, 11 onthoudingen

*Onthoudingen · Laurent de Spirlet, Willem Draps, Anne-Charlotte d'Ursel, Carla Dejonghe, Christine Sallé, Alexia Bertrand, Tanguy Verheyen, Aymeric de Lamotte, Etienne Dujardin, Muriel Godhaird, Juliette Staens-Mahieu.*

---

## Cellule Marchés publics - Cel Overheidsopdrachten

18.02 2020/A/0007 **CC - Centre culturel et de Congrès - Réparation du panneau de commande du monte-charge de l'auditoire - Marché de travaux - Travaux urgents et imprévisibles - Application des articles 234 § 2 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Procédure négociée sans publication préalable - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Échevins du 27.12.2019 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Financement - Exercice 2019**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1<sup>o</sup>, a) ;

Vu l'arrêté royal du 18.04 2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ,

Vu l'arrêté royal du 14 01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 27 12 2019 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, dans le cadre du marché n° 2019.182/A//2019 E112.01/BAT.HE-TC de l'exercice 2019 de travaux urgents et imprévisibles relatif à la réparation du panneau de commande du monte-charge de l'auditoire du Centre culturel et de Congrès au cours de l'année 2019, tant en matière de choix de la procédure de passation et de fixation des conditions dudit marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription et d'engagement budgétaires des crédits nécessaires ;

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 27 12.2019 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, et décidant notamment de choisir, comme procédure de passation du marché n° 2019.182/A//2019 E112 01/BAT HE-TC de l'exercice 2019 de travaux urgents et

imprévisibles relatif à la réparation du panneau de commande du monte-charge de l'auditorium du Centre culturel et de Congrès au cours de l'année 2019, la procédure négociée sans publication préalable en application de l'article 42, § 1, 1°, a) de la loi du 17 06 2016, telle que modifiée ,

DECIDE :

1. d'admettre la dépense engagée résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestres et Echevins en séance du 27.12 2019 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir 30.980,00 EUR, hors T.V.A., soit 37.485,80 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;
2. de procéder, d'une part, à l'inscription d'un crédit de dépense d'un montant de 45.000,00 EUR à l'article 7620/724-60//081 (travail 112.01) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2019 et, d'autre part, à l'inscription d'un crédit de recette d'un montant de 45.000,00 EUR à l'article 7620/995-51//081 (FRE-F.060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2019 et de prévoir, lors de la plus prochaine modification budgétaire de l'exercice 2019, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de cette inscription de crédits ,
3. de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur le Fonds de Réserve Extraordinaires FRE-F.060.

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération

34 votants : 34 votes positifs

---

**GR - Cultureel en Congrescentrum - Herstelling van het controlepaneel van de vrachtlift van het auditorium - Opdracht voor werken - Dringende en onvoorzienbare werken - Toepassing van artikels 234 § 2 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 27.12.2019 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2019**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 117 alinea 1, 234 § 2, 236 en 249 § 1 alinea 2 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 42, § 1, 1°, a) ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ,

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 27.12 2019 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 234 § 2, 236 en 249 § 1 alinea 2, in het kader van de opdracht nr. 2019.182/A//2019 E112.01/BAT.HE-TC van het dienstjaar 2019 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de herstelling van het controlepaneel van de vrachtlift van het auditorium van het Cultureel en Congrescentrum in de loop van het jaar 2019, zowel op het gebied van keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en begrotingsinschrijving en -vastlegging van de nodige kredieten ,

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 27.12.2019 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 234 § 2, 236 en 249 § 1 alinea 2, en waarbij met name besloten wordt als plaatsingsprocedure van de opdracht nr 2019.182/A//2019.E112.01/BAT.HE-TC van het dienstjaar 2019 van dringende en onvoorziensbare werken betreffende de herstelling van het controlepaneel van de viachtlift van het auditorium van het Cultureel en Congressentrum in de loop van het jaar 2019, de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking in toepassing van artikel 42, § 1, 1°, a) van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, te kiezen ;  
BESLUIT ·

- 1 in te stemmen met de vastgelegde uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en waarin voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 27.12.2019 in toepassing van artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk 30.980,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 37.485,80 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ;
2. over te gaan tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavenkrediet voor een bedrag van 45.000,00 EUR op het artikel 7620/724-60//081 (werk 112 01) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019 en, anderzijds, van een ontvangstkrediet voor een bedrag van 45.000,00 EUR op het artikel 7620/995-51//081 (BRF-F.060) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019 en de opnemings, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten bij de eerstvolgende begrotingswijziging van het dienstjaar 2019 te voorzien ;
3. de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van het Buitengewone Reservefonds BRF-F.060.

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.  
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

18.02.2020/A/0008 **CC - Espace public - Terrain de football - Kelle - Remplacement du terrain synthétique - Engagements formels - Exercice 2019**

LE CONSEIL,

Considérant que des subsides ont été demandés dans le cadre du Plan Triennal d'Investissement Sportif (PTIS) 2018-2020 du Service Public Régional de Bruxelles et que le présent projet a été retenu par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour un subside de 270.000,00 EUR (60 %) ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestres et Echevins du 18.12.2019 portant, entre autre, attribution du marché y relatif n° 2019.128/A//2019.E0100/VOIRIE.AR-AD de l'exercice 2019, relatif au remplacement du terrain synthétique de football de Kelle ,

Considérant que parmi les conditions à respecter pour l'octroi de ce subside, il y a des engagements formels à prendre ;

Considérant que la commune doit s'engager à garantir un accès au terrain de football de Kelle sis Place du White Star 31, à 1150 Woluwe-Saint-Pierre, aux utilisateurs et clubs des deux communautés ,

Considérant que la commune doit s'engager à prévoir aux budgets des 5 années suivant la réception provisoire des travaux, un budget de 7.500,00 EUR, hors T.V.A., soit 9.075,00 EUR, T.V.A. de 21 % comprise par an nécessaire à l'entretien du terrain de

football synthétique ,

Considérant que la commune doit s'engager à ne pas aliéner ni modifier l'affectation du bien dans les vingt ans suivant l'octroi du subside ,

DECIDE

1. de s'engager à garantir un accès au terrain de football de Kelle sis Place du White Star 31, à 1150 Woluwe-Saint-Pierre, aux utilisateurs et clubs des deux communautés ;
2. de s'engager à prévoir aux budgets des 5 années suivant la réception provisoire des travaux, un budget de 7.500,00 EUR, hors T.V.A., soit 9.075,00 EUR, T.V.A de 21 % comprise par an nécessaire à l'entretien du terrain de football synthétique ;
- 3 de s'engager à ne pas aliéner ni modifier l'affectation du bien dans les vingt ans suivant l'octroi du subside.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération

34 votants . 34 votes positifs.

---

### **GR - Openbare ruimte - Voetbalveld - Kelle - Vervanging van het synthetische veld - Formele verbintenissen - Dienstjaar 2019**

DE RAAD,

Overwegende dat subsidies werden aangevraagd in het kader van het Driejarig Investeringsplan voor Sport (DJIS) 2018-2020 van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel en dat het onderhavig project geselecteerd werd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering voor een subsidie van 270.000,00 EUR (60 %) ;

Gelet op de beraadslaging van de College van Burgemeester en Schepenen van 18 12 2019 houdende, met name, gunning van de opdracht nr. 2019.128/A//2019.E0100/VOIRIE.AR-AD betreffende de de vervanging van het synthetische voetbalveld van Kelle ;

Overwegende dat onder de voorwaarden die gerespecteerd moeten worden om deze subsidie te verkrijgen, formele verbintenissen genomen dienen te worden ,

Overwegende dat de gemeente zich ertoe moet verbinden om de toegang tot de het voetbalveld Kelle gelegen White Starplein 31, te 1150 Sint-Pieters-Woluwe, voor de gebruikers en clubs van de twee gemeenschappen te garanderen ,

Overwegende dat de gemeente zich ertoe moet verbinden om een budget van 7.500,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 9.075,00 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, te voorzien op de begrotingen van de 5 jaren volgend op de voorlopige oplevering van de werken voor het onderhoud van het synthetisch voetbalveld ,

Overwegende dat de gemeente zich ertoe moet verbinden om het gebruik van het goed niet te vervreemden of de bestemming ervan te wijzigen binnen de twintig jaar na de toekenning van de subsidie ;

BESLUIT :

1. zich ertoe te verbinden om de toegang tot de het voetbalveld Kelle gelegen White Starplein 31, te 1150 Sint-Pieters-Woluwe, voor de gebruikers en clubs van de twee gemeenschappen te garanderen ,
2. zich ertoe te verbinden om een budget van 7 500,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 9.075,00 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, te voorzien op de begrotingen van de 5 jaren volgend op de voorlopige oplevering van de werken voor het onderhoud van het synthetische voetbalveld ,
3. zich ertoe te verbinden om het gebruik van het goed niet te vervreemden of de bestemming ervan te wijzigen binnen de twintig jaar na de toekenning van de subsidie.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen

18.02.2020/A/0009

**CC - Informatique - Convention d'adhésion à la centrale d'achat de l'Ecole régionale d'Administration publique (E.R.A.P.), pour la mise à disposition d'un logiciel métier - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 alinéa 1 ,

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 47, § 1 et § 2 précisant qu'un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achat telle que définie est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation ;

Vu l'Ordonnance du 05.03.2009, modifiant la nouvelle loi communale, qui prône la mise en place de nouveaux outils de programmation politique, repris au sein de du plan triennal (article 242bis) ;

Considérant dans ce cadre, la volonté de l'administration de se doter d'un plan stratégique transversal à développer via un logiciel métier ;

Considérant que, dans le cadre d'un marché relatif à ce logiciel, l'Ecole régionale d'Administration publique (E.R.A.P.), dont le siège social est établi rue Capitaine Crespel 35, 1050 Bruxelles, B.C.E. 0452 113.733, a déjà opéré le choix de la procédure de passation, la fixation des conditions du marché et l'attribution du marché ;

Vu les considérations économiques selon lesquelles les synergies en matière de marchés publics permettent l'achat au meilleur prix ;

Vu la convention proposée par l'Ecole régionale d'Administration publique (E.R.A.P.), relativement à la centrale d'achat pour la mise à disposition du logiciel désigné par marché public à savoir "Strat&Gov" ;

DECIDE, dans le cadre du marché relatif la mise à disposition du logiciel désigné par marché public à savoir "Strat&Gov" passé par l'Ecole régionale d'Administration publique (E.R.A.P.), dont le siège social est établi rue Capitaine Crespel 35, 1050 Bruxelles, B.C.E. 0452.113.733, d'approuver la convention relative à cette centrale d'achat.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs

**GR - Informatica - Overeenkomst van aansluiting bij de aankoopcentrale van Gewestelijke School voor Openbaar Bestuur (G.S.O.B.), voor de beschikbaarstelling van een gespecialiseerde software - Goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd bij federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117, lid 1 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende overheidsopdrachten, met name artikel 47, § 1 en § 2, waarin wordt bepaald dat een aanbestedende overheid die gebruikmaakt van een aankoopcentrale zoals gedefinieerd, vrijgesteld is van de verplichting om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren ;

Gelet op de Ordonnantie van 05.03.2009 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet, pleitende voor de invoering van nieuwe politieke programmeringsinstrumenten, opgenomen in het driejarenplan (artikel 242bis) ;

Gezien in dit kader, de wil van de administratie om een transversaal strategisch plan vast te stellen dat ontwikkeld dient te worden door een gespecialiseerde software ,  
Overwegende dat, in het kader van een opdracht voor deze software, de Gewestelijke School voor Openbaar Bestuur (G.S.O.B.), met maatschappelijke zetel aan de Kapitein Crespelstraat 35, 1050 Brussel, K.B.O. 0452.113.733, de keuze van de plaatsingsprocedure reeds heeft gemaakt, de voorwaarden en de aanduiding van de opdracht reeds heeft vastgesteld ;

Gelet op de economische overwegingen dat synergieën bij overheidsopdrachten de aankoop tegen de beste prijs mogelijk maken ,

Gelet op de overeenkomst voorgesteld door de Gewestelijke School voor Openbaar Bestuur (G.S.O.B.), betreffende de aankoopcentrale voor de beschikbaarstelling van een gespecialiseerde software, aangeduid door overheidsopdracht te weten "Strat&Gov" ;

BESLUIT, in het kader van de opdracht de beschikbaarstelling van een gespecialiseerde software, aangeduid door overheidsopdracht te weten "Strat&Gov", geplaatst door de Gewestelijke School voor Openbaar Bestuur (G.S.O.B.), met maatschappelijke zetel aan de Kapitein Crespelstraat 35, 1050 Brussel, K.B.O. 0452.113.733, de overeenkomst betreffende deze aankoopcentrale goed te keuren

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

---

18.02.2020/A/0010 **CC - Bâtiments communaux - Remplacement d'extincteurs - Marché de fournitures - Fournitures urgentes et imprévisibles - Application des articles 234 § 2 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Procédure de faible montant - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Échevins du 27.12.2019 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Financement - Exercice 2019**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 92 ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ,

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 27.12.2019 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, dans le cadre du marché n° 2019.189/A//2019.E113.01/SIPP.BS-DL de l'exercice 2019 de fournitures urgentes et imprévisibles relatif au remplacement d'extincteurs dans les bâtiments communaux au cours de l'année 2019, tant en matière de choix de la procédure de passation et de fixation des conditions dudit marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription et d'engagement budgétaires des crédits nécessaires ,

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 27.12.2019 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, et décidant notamment de choisir, comme procédure de passation du marché n° 2019.189/A//2019.E113.01/SIPP.BS-DL de l'exercice 2019 de fournitures urgentes et

imprévisibles relatif au remplacement d'extincteurs dans les bâtiments communaux au cours de l'année 2019, la procédure de faible montant en application de l'article 92 de la loi du 17.06.2016, telle que modifiée ;

DECIDE :

1. d'admettre la dépense engagée résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestres et Echevins en séance du 27.12.2019 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir 4.569,00 EUR, hors T.V.A., soit 5.528,49 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;
2. de procéder, d'une part, à l'inscription d'un crédit de dépense d'un montant de 6.000,00 EUR à l'article 1370/744-98//081 (travail 113.01) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2019 et, d'autre part, à l'inscription d'un crédit de recette d'un montant de 6.000,00 EUR à l'article 1370/995-51//081 (FRE-F.060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2019 et de prévoir, lors de la prochaine modification budgétaire, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de cette inscription de crédits ;
3. de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur le Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F.060

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**GR - Gemeentebouwen - Vervanging van brandblussers - Opdracht voor leveringen - Dringende en onvoorzienbare leveringen - Toepassing van artikels 234 § 2 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Procedure van beperkte waarde - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 27.12.2019 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2019**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 92 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 27.12.2019 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, in het kader van de opdracht nr. 2019 189/A//2019.E113.01/SIPP.BS-DL van het dienstjaar 2019 van dringende en onvoorzienbare leveringen betreffende de vervanging van brandblussers in de gemeentebouwen in de loop van het jaar 2019, zowel op het gebied van keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en begrotingsinschrijving en -vastlegging van de nodige kredieten ;

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 27.12.2019 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door

federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, en waarbij met name besloten wordt als plaatsingsprocedure van de opdracht nr. 2019.189/A//2019 E113.01/SIPP.BS-DL van het dienstjaar 2019 van dringende en onvoorziene leveringen betreffende de vervanging van brandblussers in de gemeentebouwen in de loop van het jaar 2019, de procedure van beperkte waarde in toepassing van artikel 92 van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, te kiezen ,  
BESLUIT ·

- 1 in te stemmen met de vastgelegde uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en in dewelke voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 27.12.2019 in toepassing van artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk 4.569,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 5 528,49 EUR, B.T.W. van 21% inbegrepen ;
2. tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavenkrediet voor een bedrag van 6.000,00 EUR op het artikel 1370/744-98//081 (werk 113 01) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019 en, anderzijds, van een ontvangstkrediet voor een bedrag van 6.000,00 EUR op het artikel 1370/995-51//081 (BRF-F 060) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019 over te gaan en de opneming, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten bij de volgende begrotingswijziging te voorzien ;
3. de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van het Buitengewone Reservefonds BRF-F.060.

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed  
34 stemmers · 34 positieve stemmen

---

18.02.2020/A/0011 **CC - Enseignement technique - ITSSEP - Travaux divers de maintenance - Marché de travaux - Application de l'article 234 § 1 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Financement - Exercice 2020**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1 et 234 § 1 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 41, § 1, 2° ,

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à divers travaux de maintenance dans l'établissement d'enseignement technique ITSSEP au cours de l'année 2020 ;

Vu, dans le cadre du marché y relatif n° 2020.047/A//2020 E045.01/BAT.BS-OVS de l'exercice 2020, le cahier spécial des charges, le métré récapitulatif et le devis estimatif d'un montant de 188.679,24 EUR, hors T.V.A., soit 200.000,00 EUR, T.V.A. de 6 % comprise ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 7350/724-60//081 (travail 045 01) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 ;

DECIDE, dans le cadre du marché n° 2020.047/A//2020.E045.01/BAT.BS-OVS de

l'exercice 2020 relatif à divers travaux de maintenance dans l'établissement d'enseignement technique ITSSEP au cours de l'année 2020 :

- 1 de choisir, comme procédure de passation, la procédure négociée directe avec publication préalable en application de l'article 41, § 1, 2° de la loi du 17 06 2016, telle que modifiée ;
- 2 d'approuver le cahier spécial des charges, le métré récapitulatif et le devis estimatif d'un montant de 188 679,24 EUR, hors T.V.A., soit 200.000,00 EUR, T V A. de 6 % comprise ,
3. de financer la dépense à raison de 200.000,00 EUR au moyen de fonds propres à prélever sur le Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F 060.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

34 votants . 34 votes positifs.

---

**GR - Technisch onderwijs - ITSSEP - Verscheidene onderhoudswerken - Opdracht voor werken - Toepassing van artikel 234 § 1 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Financiering - Dienstjaar 2020**

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 117 alinea 1 en 234 § 1 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 41, § 1, 2° ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot verscheidene onderhoudswerken in de technische onderwijsinstelling ITSSEP in de loop van het jaar 2020 ;

Gelet, in het kader van desbetreffende opdracht nr. 2020.047/A//2020.E045.01/BAT.BS-OVS van het dienstjaar 2020, op het bijzondere bestek, de samenvattende meetstaat en de raming ten bedrage van 188 679,24 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 200 000,00 EUR, B.T.W. van 6 % inbegrepen ;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op het artikel 7350/724-60//081 (werk 045.01) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 ;

BESLUIT, in het kader van de opdracht nr 2020.047/A//2020.E045.01/BAT.BS-OVS van het dienstjaar 2020 betreffende verscheidene onderhoudswerken in de technische onderwijsinstelling ITSSEP in de loop van het jaar 2020 :

1. als plaatsingsprocedure, de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking te kiezen in toepassing van het artikel 41, § 1, 2° van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd ;
2. het bijzondere bestek, de samenvattende meetstaat en de raming ten bedrage van 188.679,24 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 200.000,00 B.T.W van 6 % inbegrepen, goed te keuren ;
- 3 de uitgave te financieren naar rato 200 000,00 EUR door middel van eigen fondsen af te houden van het Buitengewone Reservefonds BRF-F.060

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

**CC - Bibliothèque communale néerlandophone - Convention entre le Collège du "Vlaamse Gemeenschapscommissie" et la commune de Woluwe-Saint-Pierre concernant la connexion de la bibliothèque communale néerlandophone "De Lettertuin" au Système Unique de Bibliothèque - Approbation - Exercices 2020 à 2025**

LE CONSEIL,

Vu la décision du 26.09.2019 du Collège du Vlaamse Gemeenschapscommissie concernant la mise en place d'un Système Unique de Bibliothèque pour les bibliothèques communales néerlandophones de Bruxelles ;

Vu le souhait de la bibliothèque néerlandophone "De Lettertuin" de prendre part à ce projet;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits aux articles appropriés du service ordinaire du budget de l'exercice 2020 ,

Considérant que les crédits nécessaires feront l'objet d'une proposition au Conseil communal d'inscription aux articles appropriés du service ordinaire des budgets des exercices 2021 à 2025 à soumettre à l'approbation de l'autorité de tutelle ;

DECIDE, sous réserve d'inscription des crédits nécessaires aux articles appropriés du service ordinaire des budgets des exercices 2021 à 2025 et de leur approbation par l'autorité de tutelle, d'approuver la convention à intervenir entre le Collège du "Vlaamse Gemeenschapscommissie" et la commune de Woluwe-Saint-Pierre, ainsi que ses annexes, concernant la connexion de la bibliothèque communale néerlandophone "De Lettertuin" au Système Unique de Bibliothèque (EBS) au cours des années 2020 à 2025.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs

**GR - Nederlandstalige gemeentelijke bibliotheek - Overeenkomst tussen het College van de Vlaamse Gemeenschapscommissie en de gemeente Sint-Pieters-Woluwe betreffende de aansluiting van de Nederlandstalige gemeentelijke bibliotheek De Lettertuin op het Eengemaakt Bibliotheeksysteem (EBS) - Goedkeuring - Dienstjaren 2020 tot 2025**

DE RAAD,

Gelet op het Collegebesluit dd 26.09.2019 van de Vlaamse Gemeenschapscommissie betreffende de uitbouw van het Eengemaakt Bibliotheeksysteem (EBS) voor de Brusselse Nederlandstalige gemeentelijke bibliotheken ;

Gelet op de wens van de Nederlandstalige bibliotheek De Lettertuin om deel uit te maken van dit project ,

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op de geschikte artikels van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 ,

Overwegende dat de nodige kredieten het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel aan de Gemeenteraad tot inschrijving op de geschikte artikels van de gewone dienst van de begroting voor de dienstjaren 2021 tot 2025, voor te leggen aan de goedkeuring van de toezichthoudende overheid ,

BESLUIT, onder voorbehoud van inschrijving van de nodige kredieten op de geschikte artikels van de gewone dienst van de begroting voor de dienstjaren 2021 tot 2025 en van hun goedkeuring door de toezichthoudende overheid, de bijgevoegde overeenkomst (te sluiten) tussen de Vlaamse Gemeenschapscommissie en de gemeente Sint-Pieters-Woluwe

en haar bijlagen, betreffende de aansluiting van de Nederlandstalige gemeentelijke bibliotheek De Letteitun op het Eengemaakt Bibliotheekstelsel (EBS) in de loop van de jaren 2020 tot 2025, goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed  
34 stemmers . 34 positieve stemmen.

---

## **Famille - Jeunesse - Seniors - Service social - Famille - Jeugd - Senioren - Sociale dienst**

18.02.2020/A/0013 **CC - Jeunesse - Mise à disposition d'animateur(s) socio-éducatif(s) par l'A.S.B.L. ATOUT PROJET - Convention entre l'A.S.B.L. ATOUT PROJET et la Commune de Woluwe-Saint-Pierre - Années 2020-2022**

LE CONSEIL,

Vu le courrier du 23.09.2019 par lequel Mme Maryse NOTTEBAERE, Coordinatrice générale de l'A.S.B.L. ATOUT PROJET, transmet deux exemplaires de la convention relative à la mise à disposition d'animateur(s) socio-éducatif(s) par l'A.S.B.L. ATOUT PROJET ;

Vu la convention relative à la mise à disposition d'animateur(s) socio-éducatif(s) par l'A.S.B.L. ATOUT PROJET, à conclure avec la commune de Woluwe-Saint-Pierre ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 13.02.2020 d'attribuer le marché n° 2020.045/P3//2020->2022.O/SOCIA.SV-BD de l'exercice 2020 relatif à la désignation d'animateurs socio-éducatifs au cours des années 2020 à 2022 à l'A.S.B.L. ATOUT PROJET ,

Considérant que des crédits de 12 000,00 EUR sont inscrits à l'article 7610/122-06//110 du service ordinaire du budget de l'exercice 2020 ;

Considérant que les crédits nécessaires relatifs aux exercices 2021 à 2022 feront l'objet d'une proposition au Conseil communal d'inscription à l'article 7610/122-06//110 du service ordinaire des budgets 2021 à 2022 à soumettre à l'approbation de l'autorité de tutelle ;

DECIDE d'approuver la convention relative à la mise à disposition d'animateur(s) socio-éducatif(s) par l'A.S.B.L. ATOUT PROJET, à conclure avec la commune de Woluwe-Saint-Pierre, telle que reprise en annexe

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

---

**GR - Jeugd - Terbeschikkingstelling van begeleiders door de V.Z.W. "ATOUT PROJET" - Overeenkomst tussen de V.Z.W. "ATOUT PROJET" en de Gemeente Sint-Pieters-Woluwe - Jaren 2020-2022**

DE RAAD,

Gelet op de brief van 23.09.2019 waarin Mevr. Maryse NOTTEBAERE, algemeen coordinator van de V.Z.W. "ATOUT PROJET", twee exemplaren van de overeenkomst betreffende de terbeschikkingstelling van begeleiders door de V.Z.W. "ATOUT PROJET" toezendt ;

Gelet op het akkoord betreffende de terbeschikkingstelling van begeleiders door de V.Z.W. "ATOUT PROJECT", die met de gemeente Sint-Pieters-Woluwe zal worden gesloten ;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 13.02 2020 om de opdracht nr 2020 045/P3//2020->2022 O/SOCIA SV-BD van het dienstjaar 2020 met betrekking tot de aanstelling van sociaal-educatieve animatoren in de loop van de jaren 2020 tot 2022 toe te kennen aan de V.Z.W "ATOUT PROJET" ,  
Overwegende dat daartoe een krediet van 12 000,00 EUR ingeschreven is op artikel 7610/122-06//110 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 ;  
Overwegende dat de nodige kredieten voor de dienstjaren 2021 tot 2022 het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel aan de Gemeenteraad tot inschrijving op artikel 7610/122-06//110 van de gewone dienst van de begroting voor de dienstjaren 2021 tot 2022, voor te leggen aan de goedkeuring van de toezichthoudende overheid ;  
BESLUIT de overeenkomst goed te keuren betreffende de terbeschikkingstelling van begeleiders door de V.Z.W "ATOUT PROJET", die met de gemeente Sint-Pieters-Woluwe zal worden gesloten, zoals opgenomen in bijlage.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed  
34 stemmers : 34 positieve stemmen

---

## Budget Comptabilité - Begroting Boekhouding

18 02.2020/A/0014 **CC - A.S.B.L. CROIX-ROUGE DE BELGIQUE - Section locale de Woluwe-Saint-Pierre - Exercice d'activité 2017 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu plus particulièrement l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestres et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. CROIX-ROUGE DE BELGIQUE - Section locale de Woluwe-Saint-Pierre pour l'exercice d'activité 2017 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ,

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2017 de l'A.S.B.L. CROIX-ROUGE DE BELGIQUE - Section locale de Woluwe-Saint-Pierre .

1. compte d'exploitation générale 2017 :

|                    |               |
|--------------------|---------------|
| charges :          | 28.545,64 EUR |
| produits :         | 35.610,82 EUR |
| résultat positif : | 7.065,18 EUR  |

2. bilan 2017 :

|                |               |
|----------------|---------------|
| actif-passif : | 34.676,89 EUR |
|----------------|---------------|

Le Conseil prend acte.

---

**GR - V.Z.W. RODE KRUIS VAN BELGIË - Lokale afdeling van Sint-Pieters-Woluwe - Dienstjaar 2017 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 , Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt, enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geeist op straffe van terugbetaling van de toelage waardoor de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen ingediende boekhoudkundige stukken ;

Gelet op de door de V.Z.W. RODE KRUIS VAN BELGIË - Afdeling Sint-Pieters-Woluwe voor het dienstjaar 2017 ingediende boekhoudkundige stukken ,

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van hierboven vermeld dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar bijgevolg beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2017 van de V.Z.W. RODE KRUIS VAN BELGIË - Lokale afdeling Sint-Pieters-Woluwe :

1. algemene exploitatierekening 2017 :

|                   |               |
|-------------------|---------------|
| lasten :          | 28.545,64 EUR |
| opbrengsten :     | 35.610,82 EUR |
| batig resultaat : | 7.065,18 EUR  |

2. balans 2017 :

|                  |               |
|------------------|---------------|
| actief-passief : | 34.676,89 EUR |
|------------------|---------------|

De Raad neemt akte.

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11 1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06 1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 31.01.2019 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2019 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S.B.L. et de groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L. W:HALLL - CENTRE CULTUREL DE WOLUWE-SAINT-PIERRE ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 29.12 2016 désignant la S C P.R.L B.S.T., rue Gachard 88/16, 1050 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours des exercices 2017, 2018 et 2019 ;

Vu le rapport établi en date du 13.11.2019 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que la situation comptable arrêtée au 31.12.2018 donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat des activités de ladite A.S.B.L. à cette date ,

Considérant que ledit rapport satisfait aux prescriptions du cahier spécial des charges relatif au marché précité ,

Vu les documents comptables introduits par l'A S.B.L W:HALLL - CENTRE CULTUREL DE WOLUWE-SAINT-PIERRE pour l'exercice d'activité 2017-2018 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14 11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2017-2018 de l'A.S.B.L W:HALLL - CENTRE CULTUREL DE WOLUWE-SAINT-PIERRE :

|    |  |                  |
|----|--|------------------|
| 1. | compte d'exploitation générale 2017-2018 : |                  |
|    | charges :                                  | 1.302.075,01 EUR |
|    | produits :                                 | 1.187.015,31 EUR |
|    | résultat négatif :                         | 115.059,70 EUR   |
| 2. | bilan 2017-2018                            |                  |
|    | actif-passif :                             | 240.773,23 EUR   |

**GR - V.Z.W. "W:HALLL - CENTRE CULTUREL DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" - Dienstjaar 2017-2018 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 31.01.2019 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het dienstjaar 2019 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V.Z.W. "W.HALLL - CENTRE CULTUREL DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 29.12.2016 die de C.B.V.B.A. B.S.T., Gachardstraat 88/16, 1050 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de voornoemde controle in de loop van de dienstjaren 2017, 2018 en 2019 ;

Gelet op het door deze bedrijfsrevisor op 13.11.2019 opgemaakte verslag waaruit blijkt dat de staat van de rekeningen afgesloten op 31.12.2018 een getrouw beeld geeft van het patrimonium, van de financiële toestand en van het resultaat van de activiteiten van voornoemde V.Z.W. op deze datum ;

Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de voornoemde opdracht ;

Gelet op de door de V.Z.W. "W.HALLL - CENTRE CULTUREL DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" voor het dienstjaar 2017-2018 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van hierboven vermeld dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ,

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar bijgevolg beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2017-2018 van de V.Z.W. "W.HALLL - CENTRE CULTUREL DE WOLUWE-SAINT-PIERRE" :

1. algemene exploitatierekening 2017-2018 .

|                     |                  |
|---------------------|------------------|
| lasten :            | 1.302 075,01 EUR |
| opbrengsten :       | 1.187 015,31 EUR |
| nadelig resultaat . | 115 059,70 EUR   |

2. balans 2017-2018

|                  |                |
|------------------|----------------|
| actief-passief : | 240.773,23 EUR |
|------------------|----------------|

De Raad neemt akte

---

18.02.2020/A/0016 **CC - A.S.B.L. "GEMEENSCHAPSCENTRUM KONTAKT" - Exercice d'activité 2018 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestres et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les différents groupements ou A.S.B.L. concernés ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. "GEMEENSCHAPSCENTRUM KONTAKT" pour l'exercice d'activité 2018 ,

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite association ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice sous revue peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2018 de l'A.S.B.L. "GEMEENSCHAPSCENTRUM KONTAKT" :

1. compte d'exploitation générale 2018 :

|                    |                |
|--------------------|----------------|
| charges :          | 247.966,14 EUR |
| produits :         | 252.125,38 EUR |
| résultat positif : | 4.159,24 EUR   |

2. bilan 2018 .

|                |                |
|----------------|----------------|
| actif-passif : | 150.329,61 EUR |
|----------------|----------------|

Le Conseil prend acte

---

**GR - V.Z.W. GEMEENSCHAPSCENTRUM KONTAKT - Dienstjaar 2018 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14 11 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, mee in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1 239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt, enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geeist op straffe van terugbetaling van de toelage waardoor de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06 1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de door de verschillende V.Z.W's en groeperingen ingediende boekhoudkundige stukken ;

Gelet op de door de V.Z.W. GEMEENSCHAPSCENTRUM KONTAKT voor het dienstjaar 2018 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van hierboven vermeld dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14 11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2018 van de V.Z.W. GEMEENSCHAPSCENTRUM KONTAKT .

1. algemene exploitatierekening 2018 :

|                   |                |
|-------------------|----------------|
| lasten :          | 247.966,14 EUR |
| opbrengsten :     | 252.125,38 EUR |
| batig resultaat : | 4.159,24 EUR   |

2. balans 2018 :

|                  |                |
|------------------|----------------|
| actief-passief : | 150.329,61 EUR |
|------------------|----------------|

De Raad neemt akte

---

18 02.2020/A/0017 **CC - A.S.B.L. LES STATIONS DE PLEIN AIR - Exercice d'activité 2018 - Documents comptables - Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1 239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la

subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09 06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu les documents comptables introduits par l'A S B.L. LES STATIONS DE PLEIN AIR pour l'exercice d'activité 2018 ,

Considérant que les activités de ladite A.S B L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2018 de l'A.S B L LES STATIONS DE PLEIN AIR .

1. compte d'exploitation générale 2018 :

|                    |                |
|--------------------|----------------|
| charges :          | 895.922,54 EUR |
| produits :         | 958.131,31 EUR |
| résultat positif : | 62.208,77 EUR  |

2. bilan 2018 :

|                |                  |
|----------------|------------------|
| actif-passif : | 2.693.993,00 EUR |
|----------------|------------------|

Le Conseil prend acte.

---

**GR - V.Z.W. "LES STATIONS DE PLEIN AIR" - Dienstjaar 2018 -  
Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ,

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1 239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geeist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06 1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de door de V Z W. "LES STATIONS DE PLEIN AIR" voor het dienstjaar 2018 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W in de loop van bovenstaand dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die

het doel bepalen van voornoemde vereniging ,  
Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W en de  
aanwending ervan door deze V.Z.W evenals haar boekhoudkundige stukken van  
voorvermeld dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van  
de wet van 14.11 1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2018  
van de V Z W "LES STATIONS DE PLEIN AIR"

1. algemene exploitatierekening 2018 :

|                   |                |
|-------------------|----------------|
| lasten :          | 895.922,54 EUR |
| opbrengsten :     | 958.131,31 EUR |
| batig resultaat : | 62.208,77 EUR  |
2. balans 2018 :

|                  |                  |
|------------------|------------------|
| actief-passief : | 2.693.993,00 EUR |
|------------------|------------------|

De Raad neemt akte.

---

18.02.2020/A/0018 **CC - A.S.B.L. "ZONIËNZORG" - Exercice d'activité 2018 - Documents comptables -  
Prise d'acte**

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de  
certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu, plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une  
subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un  
rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR,  
la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur  
comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR, seule la justification de l'emploi de la  
subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de  
restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées  
à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une  
présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et  
groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature  
accordés par la commune ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. "ZONIËNZORG" pour l'exercice  
d'activité 2018 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue  
peuvent être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet  
de ladite association ,

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi  
que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors  
être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11 1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2018 de  
l'A.S.B.L. "ZONIËNZORG"

1. compte d'exploitation générale 2018 :

|            |                |
|------------|----------------|
| charges :  | 235.771,15 EUR |
| produits : | 252.648,14 EUR |

|                    |                  |
|--------------------|------------------|
| résultat positif : | 16.876,99 EUR    |
| 2. bilan 2018 :    |                  |
| actif-passif :     | 1.690.966,44 EUR |

Le Conseil prend acte

---

**GR - V.Z.W. ZONIENZORG - Dienstjaar 2018 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ,

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1 239,47 EUR, de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR, ligt, enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geeist op straffe van terugbetaling van de toelage waarbij de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W. 's en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de door de V.Z.W. ZONIENZORG voor het dienstjaar 2018 ingediende boekhoudkundige stukken ,

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van het in rubriek vermeld dienstjaar kunnen beschouwd worden als zijnde conform de bepalingen van de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ,

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar bijgevolg beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ,

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2018 van de V.Z.W. ZONIENZORG :

|  |                  |
|--|------------------|
| 1. algemene exploitatierekening 2018 : |                  |
| lasten :                               | 235.771,15 EUR   |
| opbrengsten :                          | 252.648,14 EUR   |
| batig resultaat :                      | 16.876,99 EUR    |
| 2. balans 2018 :                       |                  |
| actief-passief :                       | 1.690.966,44 EUR |

De Raad neemt akte.

## Documents comptables - Prise d'acte

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu plus particulièrement l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09 06 1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu les documents comptables introduits par l'association de fait VIVRE AU CHANT D'OISEAU pour l'exercice d'activité 2018 ;

Considérant que les activités de ladite association de fait au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérées comme conformes aux dispositions déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2018 de l'association de fait VIVRE AU CHANT D'OISEAU :

1. compte d'exploitation générale 2018 :

|                    |               |
|--------------------|---------------|
| charges :          | 8.382,61 EUR  |
| produits :         | 13.388,11 EUR |
| résultat positif : | 5.005,50 EUR  |

2. bilan 2018 :

|                |              |
|----------------|--------------|
| actif-passif : | 8.303,53 EUR |
|----------------|--------------|

Le Conseil prend acte.

---

### **GR - Feitelijke vereniging "VIVRE AU CHANT D'OISEAU" - Dienstjaar 2018 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen

waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24 789,35 EUR ligt, enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geeist op straffe van terugbetaling van de toelage waardoor de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekker worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W 's en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ,

Gelet op de door de feitelijke vereniging "VIVRE AU CHANT D'OISEAU" voor het dienstjaar 2018 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde feitelijke vereniging in de loop van bovenstaand dienstjaar kunnen beschouwd worden als zijnde conform de bepalingen die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van voormeld dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2018 van de feitelijke vereniging "VIVRE AU CHANT D'OISEAU" :

1. algemene exploitatierekening 2018 :

|                   |               |
|-------------------|---------------|
| lasten :          | 8.382,61 EUR  |
| opbrengsten :     | 13.388,11 EUR |
| batig resultaat : | 5.005,50 EUR  |
2. balans 2018 :

|                  |              |
|------------------|--------------|
| actief-passief : | 8.303,53 EUR |
|------------------|--------------|

De Raad neemt akte.

---

18.02.2020/A/0020 **CC - Fabrique de l'Eglise Notre-Dame de l'Assomption - Compte de l'exercice 2018**

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30.12.1809 concernant les fabriques d'églises, modifié par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ;

Vu la loi du 04.03.1870 sur le temporel des cultes, modifiée par la loi du 10.03.1999 et par l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18.07.2002 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 255 et 256 ,

Considérant que l'administration communale de Woluwe-Saint-Lambert fait parvenir pour avis le compte de l'exercice 2018 de la Fabrique de l'Eglise Notre-Dame de l'Assomption , arrêté par le Conseil de Fabrique en date du 26 01 2019 ;

Considérant que la circonscription de cette paroisse s'étend également sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ,

Considérant que le résultat définitif du compte 2017, selon l'arrêté ministériel du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14.05.2019, est un boni de 612,36 EUR et non un boni de 3.457,87 EUR tel qu'inscrit à la rubrique R19 des recettes extraordinaires du compte 2018 ;

Considérant que la concordance financière entre le compte 2018 et les extraits des soldes des comptes bancaires au 31.12 2018 n'a pas été transmise ;

Considérant dès lors qu'il n'est pas possible de se prononcer sur l'exactitude du compte 2018 ,

DECIDE d'émettre un avis défavorable quant à l'approbation du compte de l'exercice 2018 de la Fabrique de l'Eglise Notre-Dame de l'Assomption dont la balance se présente comme suit :

|                   |                 |                  |                  |
|-------------------|-----------------|------------------|------------------|
| <u>RECETTES</u> : | ordinaires      | 34.614,99        |                  |
|                   | extraordinaires | <u>15.208,73</u> | <u>49.823,72</u> |
| <u>DEPENSES</u> : | ordinaires      | 49.067,32        |                  |
|                   | extraordinaires | <u>755,90</u>    | <u>49.823,22</u> |
| <u>SOLDE</u> :    |                 |                  | 0                |

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

34 votants . 34 votes positifs.

---

### **GR - Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw Hemelvaart - Rekening van het dienstjaar 2018**

DE RAAD,

Gelet op het koninklijk decreet van 30.12 1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de wet van 10.03 1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ;

Gelet op de wet van 04 03.1870 op het tijdelijke van de erediensten, gewijzigd door de wet van 10.03.1999 en door de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 18.07.2002 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 255 en 256 ,

Overwegende dat het gemeentebestuur van Sint-Lambrechts-Woluwe de rekening van het dienstjaar 2018 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw Hemelvaart, door de Kerkraad vastgesteld op datum van 26.01.2019, voor advies overgemaakt heeft ;

Overwegende dat deze parochie zich ook over het grondgebied van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe uitstrekt ,

Overwegende dat, volgens het ministerieel besluit van de brusselse hoofdstedelijke regering dd 14.05.2019, het definitieve resultaat van de rekening 2017 een winst van 612,36 EUR bedraagt en niet een winst van 3.457,87 EUR zoals vermeld op het rubriek R19 van de buitengewone ontvangsten van de rekening 2018 ;

Overwegende dat de financiële overeenstemming tussen de rekening 2018 en de saldo van de bankrekeningen op 31.12 2018 werden niet toegezonden ;

Overwegende dat het onmogelijk is om een advies op de juistheid van de rekening van het dienstjaar 2018 te geven ;

BESLUIT een ongunstig advies uit te brengen over de goedkeuring van de rekening van het dienstjaar 2018 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw Hemelvaart die als volgt voorgesteld wordt :

|                      |              |                  |                  |
|----------------------|--------------|------------------|------------------|
| <u>ONTVANGSTEN</u> : | gewone       | 34.614,99        |                  |
|                      | buitengewone | <u>15.208,23</u> | <u>49.823,22</u> |
| <u>UITGAVEN</u> :    | gewone       | 49.067,32        |                  |
|                      | buitengewone | <u>755,90</u>    | <u>49.823,22</u> |
| <u>SALDO</u> :       |              |                  | 0                |

## **Enseignement francophone - Enseignement néerlandophone - Franstalig onderwijs - Nederlandstalig onderwijs**

### **18.02 2020/A/0021 CC - Enseignement fondamental néerlandophone - Ecole de Stokkel - Convention de collaboration avec le centre d'orientation scolaire - Approbation**

LE CONSEIL,

Vu le décret du Gouvernement flamand du 01.06.2018 relatif à l'opérationnalisation de l'orientation scolaire dans l'enseignement fondamental, l'enseignement secondaire et les centres d'orientation scolaire, en particulier le chapitre 3, article 15 ;

Vu la décision du Conseil communal du 21 01.2020 sur le choix du centre d'orientation scolaire CLB-N à partir du 01.01.2020 ;

Vu l'expiration du contrat politique actuel le 01.01.2020 ,

Vu l'initiative de l'école de Stokkel d'évaluer et d'ajuster, d'un commun accord, la coopération actuelle avec le CLB-N ,

Considérant que, pour chacune de ses écoles appartenant à l'enseignement fondamental ordinaire et spécial subventionné, à l'enseignement secondaire ordinaire à plein temps, à l'enseignement secondaire spécial et à l'enseignement secondaire professionnel à temps partiel et à l'apprentissage, une administration scolaire doit prendre des dispositions de coopération afin d'être ou de rester reconnue ,

Considérant que l'école est le premier acteur de l'orientation scolaire et doit donc assumer le rôle d'orientation interne des élèves de l'école ;

Considérant qu'à cette fin, l'école développe une politique intégrée d'orientation scolaire, qui couvre toutes les étapes de la continuité dans le soin pour chaque domaine d'encadrement ;

Considérant que l'école est responsable en dernier ressort de la politique d'orientation scolaire à chaque étape de la continuité dans le soin et qu'elle est soutenue dans l'accomplissement de ses tâches par des organismes extérieurs à l'école ,

Considérant que l'école devrait coopérer avec un centre d'orientation scolaire (CLB) et donc prendre l'initiative d'établir une convention de collaboration avec un centre ;

Considérant que le contrat politique avec le Centre d'orientation scolaire CLB-N approuvé par la décision du Conseil communal du 28.01.2014 a été résilié au plus tard le 31.12.2019 et qu'une convention de collaboration doit être conclue avec un Centre d'orientation scolaire à partir du 01 01.2020 ,

Considérant que le contrat politique avec le Centre d'orientation scolaire CLB-N, approuvé par la décision du Conseil communal de (janvier 2014), a été résilié au plus tard le 31.12.2019 et qu'une convention de collaboration doit être conclue avec un Centre d'orientation scolaire à partir du 01.01.2020 ,

Considérant que le Conseil communal a choisi de conclure une convention de collaboration avec le Centre d'orientation scolaire CLB-N ;

Considérant que la concertation entre la direction de l'école et le Centre d'orientation scolaire a abouti à une convention de collaboration ;

Considérant que la concertation avec le conseil scolaire sur cette convention de collaboration aura lieu avant le 01.09 2020 ;

DECIDE d'approuver le texte coordonné figurant en annexe en tant que convention de

collaboration entre l'école de Stokkel et le Centre d'orientation scolaire de l'enseignement fondamental néerlandophone.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.  
34 votants . 34 votes positifs.

---

**GR - Nederlandstalig basisonderwijs - School van Stokkel - Samenwerkingsafspraken met het centrum voor leerlingenbegeleiding - Goedkeuring**

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 01.06.2018 tot operationalisering van de leerlingenbegeleiding in het basisonderwijs, het secundair onderwijs en de Centra voor leerlingenbegeleiding inzonderheid hoofdstuk 3, artikel 15 ;

Gelet op het besluit van de Gemeenteraad van 21.01.2020 houdende keuze voor het Centrum voor leerlingenbegeleiding CLB-N per 01.01.2020 ;

Gelet op het aflopen van het huidig beleidscontract op 01.01.2020 ;

Gelet op het initiatief van de school van Stokkel om, in onderling overleg, de huidige samenwerking met CLB-N te evalueren en bij te sturen ,

Overwegende dat een schoolbestuur voor elk van zijn scholen die behoren tot het gesubsidieerd gewoon en buitengewoon basisonderwijs, het voltijds gewoon secundair onderwijs, buitengewoon secundair onderwijs en deeltijds beroepssecundair onderwijs en op de leertijd samenwerkingsafspraken moet maken om erkend te worden of te blijven ;

Overwegende dat de school de eerste actor is binnen de leerlingenbegeleiding en dan ook de schoolinterne leerlingenbegeleiding op zich moet nemen ;

Overwegende dat de school hiervoor een geïntegreerd beleid op leerlingenbegeleiding uitwerkt, dat een invulling en uitwerking in alle fasen van het zorgcontinuum per begeleidingsdomein omvat ;

Overwegende dat de school de eindverantwoordelijke is van het beleid op leerlingenbegeleiding voor iedere fase van het zorgcontinuum en dat zij voor de uitvoering van haar taken ondersteund wordt door schoolexterne instanties ;

Overwegende dat de school moet samenwerken met een Centrum voor leerlingenbegeleiding (CLB) en daarom het initiatief moet nemen tot het maken van samenwerkingsafspraken met een centrum ;

Overwegende dat het beleidscontract met het Centrum voor leerlingenbegeleiding CLB-N goedgekeurd bij het besluit van de Gemeenteraad van 28.01.2014 werd opgezegd uiterlijk 31.12.2019 en er met ingang van 01.01.2020 samenwerkingsafspraken moeten gemaakt worden met een Centrum voor leerlingenbegeleiding ;

Overwegende dat het beleidscontract met het Centrum voor leerlingenbegeleiding CLB-N, goedgekeurd bij het besluit van de Gemeenteraad van (januari 2014), werd opgezegd uiterlijk 31.12.2019 en er met ingang van 01.01.2020 samenwerkingsafspraken moeten gemaakt worden met een Centrum voor leerlingenbegeleiding ;

Overwegende dat de Gemeenteraad gekozen heeft om samenwerkingsafspraken te maken met het Centrum voor leerlingenbegeleiding CLB-N ;

Overwegende dat het overleg tussen de directies van de school en van het Centrum voor leerlingenbegeleiding geleid heeft tot samenwerkingsafspraken ;

Overwegende dat het overleg met de schoolraad over deze samenwerkingsafspraken plaatsvindt voor 01.09.2020 ;

BESLUIT de gecoördineerde tekst, opgenomen in bijlage, goed te keuren als samenwerkingsafspraken tussen de school van Stokkel en het Centrum voor leerlingenbegeleiding in het Nederlandstalig basisonderwijs.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.  
34 stemmers 34 positieve stemmen.

---

## Secrétariat - Secretariaat

18.02.2020/A/0022 **CC - Interpellation - "Thermographie aérienne des habitations de Woluwe-Saint-Pierre" (M. Aymeric de LAMOTTE)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Thermographie aérienne des habitations de Woluwe-Saint-Pierre", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Aymeric de LAMOTTE, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de M. Aymeric de LAMOTTE, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :

"Monsieur l'Echevin de la Transition énergétique,

Le site de Bruxelles Environnement m'informe que la Région a récemment fait réaliser une thermographie aérienne infrarouge des toitures de tous les bâtiments bruxellois. Cela se comprend quand on sait que 60 à 70 % des émissions de CO2 proviennent du chauffage de bâtiment. Cela mesure le flux radiatif si j'ai bien compris, émis par les toitures survolées, ce qui permet de calculer la déperdition. Il apparait que la déperdition thermique dans certains bâtis est toujours de l'ordre de 30 %. J'imagine que c'est dans le but de sensibiliser à une meilleure isolation de leur bâti.

Suis-je bien informé à propos de cette thermographie infrarouge ?

Pouvez-vous avoir accès aux données pour Woluwe-Saint-Pierre ? Sont-elles assez précises pour donner une indication précise de la déperdition par habitation ?

Si oui, serait-il possible de rendre les informations disponibles au guichet de la commune ? De manière confidentielle bien sûr. C'est-à-dire que quiconque souhaiterait des détails à propos de sa propre déperdition thermique pourrait se rendre à la commune et obtenir l'information. Il pourrait aussi pourquoi pas procéder à un audit énergétique. Ce serait une manière concrète de lutter contre le changement climatique dû aux émissions de CO2. Cela permettrait aussi aux habitants de faire des économies sur leur facture de chauffage.

Si non, Woluwe-Saint-Pierre pourrait-elle envisager de faire sa propre analyse ? C'est ce qu'Eaubonne a réalisé (Oise - France) : elle a fait sa propre analyse thermique à l'aide d'un drone qui a survolé les habitations." ;

2. la réponse qui lui est donnée par M Antoine BERTRAND, échevin.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée. De Raad neemt akte van de interpellatie en van het gegeven antwoord.

*Georges Dallemagne quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

18.02.2020/A/0023 **GR - Interpellatie - "Dierenwelzijn" (Mevr. Christine SALLÉ en Mevr. Carla DEJONGHE)**

DE RAAD,

Gelet op het dossier "Interpellatie - "Dierenwelzijn"", ingeschreven op de agenda van de Gemeenteraad op verzoek van Mevr. Christine SALLÉ en Mevr. Carla DEJONGHE, gemeenteraadsleden ;

HOORT

1. De interpellatie van Mevr. Christine SALLÉ en Mevr. Carla DEJONGHE, gemeenteraadsleden, met hierbij gevoegde samenvatting opgesteld door de betrokkenen :

"Voor de overheid is er een belangrijke rol weggelegd om dieren te beschermen en ook lokale besturen kunnen hun steentje bijdragen aan een groter dierenwelzijn.

De bevoegdheid dierenwelzijn moet actief worden ingevuld met allerlei initiatieven die de juiste context creëren om het dierenwelzijn te realiseren, te controleren en zo nodig af te dwingen en/of te sanctioneren. Hiervoor kan een actieplan opgesteld worden. Maar er moet ook aandacht gaan naar het correct, objectief en systematisch informeren van de inwoners. Op de site van de gemeente kan je nu niets vinden over dierenwelzijn.

Het is belangrijk dat er op het gemeentehuis een referentieambtenaar ter beschikking staat tot wie burgers zich kunnen richten met vragen en problemen. Hij of zij moet de nodige opleidingen én bijscholingen krijgen om up-to-date te zijn inzake lokaal dierenwelzijnsbeleid. Op die manier kan een aantal bezorgdheden van burgers in eerste lijn snel worden afgehandeld.

De bevoegde schepenaars kunnen ook een netwerk uitbouwen van deskundigen en specialisten tot wie zij zich kunnen richten bij vragen of problemen en om advies in te winnen bij het uitstippelen van het beleid. In Schaarbeek is er bijvoorbeeld een adviesraad voor dierenwelzijn. Deze bestudeert de behoeften op het gebied van dierenwelzijn in Schaarbeek, doet aan bewustmaking, voorlichting en empowerment van de burgers op het gebied van dierenwelzijn, bestrijdt dierenmishandeling en stelt nieuwe projecten voor.

Nog al te vaak blijkt dat mensen met vragen, opmerkingen of klachten over dierenwelzijn niet weten bij wie ze precies moeten aankloppen. Maar ook wie een weggelopen, verdwaald of gewond dier vindt, is best op de hoogte waar hij of zij terecht kan. Daarom is het belangrijk dat de gemeente een handleiding uitwerkt die aangeeft wat burgers kunnen ondernemen en waar ze terecht kunnen of wie ze moeten bellen. Dit kan best gebeuren in overleg met de politie.

Ook in het gemeentelijk informatieblad en op de gemeentelijke website kan dierenwelzijn zichtbaar en structureel aan bod komen. Mensen uitleggen wat dieren nodig (en niet nodig) hebben, is meer dan ooit nodig. De gemeente kampt met een overtal aan vossen. Nog steeds zijn er inwoners die het nodig vinden om de dieren te voederen, zodat ze zich nog meer en sneller kunnen vermenvuldigen. Ook dit kan aan bod komen.

Wie een huisdier aanschaft, stoot vaak op organisatorische problemen. Heel wat mensen stellen het aanschaffen van een huisdier daarom ook uit... of af. Voor werkenden, alleenstaanden, zieken... is het niet altijd evident om steeds ter beschikking te zijn van een dier. Ook hier kan de gemeente een handje helpen, meer bepaald door een project van 'plusbaasjes/animal sitting' op te starten. Het project bestrijdt eenzaamheid, ondersteunt werkenden in hun combinatie werk-privé en bevordert het dierenwelzijn. Het kan ook dienen als mensen moeten gehospitaliseerd worden en niet weten waar met hun huisdier naartoe.

Honden hebben nood aan plaatsen waar ze vrij kunnen rondlopen. Daarom is het eveneens aangewezen actief te zoeken naar mogelijkheden om aan de bewegingsnood van honden tegemoet te komen. Een hondenlosloopweide kan

hieraan tegemoet komen. Er zijn wel noodzakelijke randvoorwaarden, zoals het voorzien van voldoende vuilnisbakken en eventueel poepzakjes, het onderhouden van de weides en het voorzien van verlichting zodat de weides ook tijdens herfst- en wintermaanden 's avonds kunnen gebruikt worden.

Vandaar volgende vragen :

- Zal de gemeente een actieplan dierenwelzijn opstellen ?
  - Zal op het gemeentehuis een referentieambtenaar de nodige opleidingen volgen ?
  - Kan er voor de nieuwe hondeneigenaars een speciale folder uitgegeven worden ?
  - Zal een adviesraad opgestart worden met een aantal specialisten in en zal er overlegd worden met de politiezone Montgomery ?
  - Zal de gemeente actief zoeken naar terreinen voor extra losloopweides ?
  - Kan het project "plusbaasjes/animal sitting" overwogen worden en kan er hiervoor een platform opgesteld worden om baasjes en vrijwilligers met elkaar in contact te brengen ?"
2. het antwoord dat hen verstrekt wordt door Mevr. Caroline LHOIR, schepen ,
3. evenals de tussenkomst van Dhr. P van CRANEM en Mevr. Cathy VAESSEN, gemeenteraadsleden.

De Raad neemt akte van de interpellatie en van het gegeven antwoord.

---

18.02.2020/A/0024

**CC - Interpellation - "Rénovation des sanitaires des écoles communales de Woluwe-Saint-Pierre : obtention de subsides" (Mme Cathy VAESSEN et Mme Cécile VAINSEL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Rénovation des sanitaires des écoles communales de Woluwe-Saint-Pierre : obtention de subsides", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Cathy VAESSEN et Mme Cécile VAINSEL, conseillers communaux ;

ENTEND .

1. l'interpellation de Mme Cathy VAESSEN et Mme Cécile VAINSEL, conseillers communaux, dont résumé ci-après établi par Mme Cathy VAESSEN :  
"Monsieur BERTRAND,  
*Afin de « créer un environnement sain, lumineux, polyvalent et adapté qui suscite l'envie de découvrir et qui permet à tous d'apprendre dans de bonnes conditions », le Collège a notamment prévu en page 22 de la déclaration de politique générale 2019-2024 de « poursuivre la rénovation des sanitaires » dans les infrastructures scolaires communales à Woluwe-Saint-Pierre En page 6 de ce même document, afin de garantir aux concitoyens « une gestion des finances saines, équilibrée et efficace », il est également notamment prévu de « intensifier la recherche de subsides à destination des communes ».*  
Le 20 janvier 2020, en présence des services communaux, vous nous avez expliqué que les écoles étaient la priorité du plan de maintenance en cours d'élaboration et que ce dernier ne verra le jour qu'en 2021.  
Depuis 2015, en Wallonie et à Bruxelles, le Fonds BYX (géré par la Fondation

Roi Baudouin) et l'association Question Santé lancent chaque année un appel à projet nommé « *Ne tournons pas autour du pot* ! ». Ce projet de promotion de la santé vise à améliorer l'état des toilettes dans les écoles en collaboration avec les élèves et le corps enseignant.

De manière générale - sans viser en particulier certaines toilettes de nos écoles communales - selon le Fonds BYX et l'association Question Santé, le mauvais état des sanitaires pousse en effet un nombre important d'élèves à se retenir d'aller aux toilettes lorsqu'ils sont à l'école. Ceci peut avoir des répercussions sur leur santé : troubles du fonctionnement de la vessie, infections urinaires, incontinence diurne, constipation, mal au ventre, troubles de l'attention. Par peur d'utiliser les toilettes, certains en viennent à réduire leur consommation d'eau, ce qui leur fait également courir des risques plus élevés de déshydratation.

Plus de 135 écoles primaires et secondaires en Fédération Wallonie-Bruxelles ont déjà bénéficié d'un soutien du fonds BYX à hauteur de 5.000 EUR par projet. Cette priorité sanitaire a depuis été inscrite par la Ministre de l'Enseignement dans le Pacte d'Excellence.

A notre connaissance, depuis 2015 à Woluwe-Saint-Pierre, aucune toilette n'a été rénovée dans les établissements scolaires communaux et aucun dossier n'a été déposé pour bénéficier de ce fonds BYX.

Nous souhaiterions donc obtenir de votre part quelques précisions :

1. En attendant que ce plan de maintenance voie le jour, allez-vous encourager le dépôt cette année encore des dossiers auprès du fonds BYX en vue de bénéficier de moyens financiers additionnels pour rénover les toilettes des écoles communales ?
  2. Si oui, comment comptez-vous vous y prendre (information des écoles des procédures à suivre, accompagnement dans ce processus, priorisation des écoles, etc) ?"
2. la réponse qui leur est donnée par M. Antoine BERTRAND, échevin.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

---

18.02.2020/A/0025 **CC - Interpellation - "Coupler développement technologique et société plus humaine"**  
(M. Aymeric de LAMOTTE)

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Coupler développement technologique et société plus humaine"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Aymeric de LAMOTTE, conseiller communal ,

ENTEND :

1. l'interpellation de M Aymeric de LAMOTTE, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :  
"Monsieur l'Echevin de la Transition numérique,  
Monsieur PIRSON,  
Vous publiez dans le Wolomag de février un article à propos de « Pierre » qui serait le premier employé numérique à Woluwe-Saint-Pierre depuis janvier 2020, et le premier *chatbot* à Bruxelles, à savoir un « agent conversationnel ».  
Cela permet sans doute d'introduire une discussion intéressante, mais aussi vertigineuse, sur la place du numérique et du développement technologique dans notre société. Peut-être focalisons-nous ici sur l'échelon local et le développement

administratif de Woluwe-Saint-Pierre.

Quand j'essaie d'évaluer l'impact d'un développement technologique, je me remémore toujours le mot de George ORWELL « *Quand on me présente quelque chose comme un progrès, je me demande avant tout s'il nous rend plus humains ou moins humains.* » Cela rejoint la réflexion du philosophe français François-Xavier BELLAMY dans "*Demeure*" qui dit que tout mouvement n'est pas nécessairement un progrès. Qu'il faut d'abord analyser ce mouvement à la lumière de ce qui nous est essentiel pour savoir si oui ou non c'est un progrès. Une chose qui m'est essentielle, c'est l'humain, l'humanité.

Par exemple, je trouve que le système BOS est un progrès car il nous facilite la vie, venir à la commune était chronophage et emmerdant, etc. , il ne nous rend pas spécialement plus humains, mais en tout cas pas moins

Par contre, le remplacement des infirmiers ou infirmières à domicile par des robots, cela ne me semble pas prendre la direction d'une société plus humaine. Cela révèle tout de même une lame de fond : le remplacement progressif des métiers peu qualifiés par l'IA. Je ne suis pas toujours contre par principe bien qu'Harari prévoit ainsi l'avènement d'une « *classe d'inutiles* » selon ses propres mots, ce qui n'est pas rassurant.

Dans le cas de « Pierre », je suis un peu sceptique. Pourquoi pas, après tout, un chatbot pour faciliter le travail de l'administration. Mais quand vous terminez l'article en disant . « *Il est déjà prévu que ce système puisse s'étendre à davantage de services en apportant des réponses personnalisées à d'autres questions fréquentes et/ou démarches administratives. [...] « Pierre » est un premier exemple de numérisation des services aux citoyens* », plusieurs questions se posent :

- Quelle est la conception du développement technologique du Collège ? Pense-t-il que l'humain a encore sa place ? ;
- Comptez-vous à terme numériser les guichets communaux pour plus d'efficacité ? ;
- A quels autres services comptez-vous étendre ce système ? Quels sont les prochains objectifs ?" ,

2. la réponse qui lui est donnée par M. Alexandre PIRSON, échevin.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

---

18.02 2020/A/0026 **CC - Interpellation - "Zone 30" (M. Michel NAETS)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Zone 30"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Michel NAETS, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de M. Michel NAETS, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressé

"Par la présente je voudrais revenir à l'interpellation "zone 30" de Mme d'Ursel et Mr Dujardin à l'occasion du Conseil Communal du 21 janvier 2020.

Suite aux réponses fournies, il a été annoncé qu'une rencontre avec la Ministre en Charge de la Mobilité et de la Sécurité Routière est prévue début février.

Aussi je me permets de m'enquérir de la suite qui a été donnée à la question

pressante de la Zone 30, installée aux abords de l'Athénée Crommelynck, situé Av. Orban.

L'Avenue Orban qui est une voirie structurante est considérée comme une artère principale où la vitesse de 50 km/h est de mise. Or sur ce tronçon se trouve précisément l'Athénée Crommelynck.

La sécurité routière impose à juste titre la plus grande prudence aux abords des écoles et donc une limitation à 30 km/h.

Je me permets de réitérer ma question au Collège .

L'indication de la Zone 30 n'est pas claire ni pour les habitués distraits ; encore moins pour les usagers "de passage". Il y a donc lieu de l'améliorer.

Cependant, puisque les horaires scolaires sont connus, je me permets de demander avec insistance de prévoir sur ce tronçon une vitesse autorisée modulable en fonction des jours et des horaires scolaires. Il suffirait pour cela de placer un panneau lumineux qui limiterait la vitesse autorisée à la dangerosité spécifique du moment à cet endroit." ;

2. la réponse qui lui est donnée par M. Alexandre PIRSON, échevin ,
3. de même que l'intervention de M. Aymeric de LAMOTTE, conseiller communal

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

---

18.02.2020/A/0027 **CC - Interpellation - "Sort réservé à la ferronnerie à l'effigie du Chien Vert dans le cadre du chantier en cours au 300 de l'avenue de Tervueren" (M. Willem DRAPS)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Sort réservé à la ferronnerie à l'effigie du Chien Vert dans le cadre du chantier en cours au 300 de l'avenue de Tervueren", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Willem DRAPS, conseiller communal ;  
ENTEND ·

1. l'interpellation de M. Willem DRAPS, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :  
"Cette ferronnerie surmontait à l'origine le pignon de l'ancienne taverne du Chien Vert établie à cet endroit peu après la création de l'avenue de Tervueren. Elle avait été rachetée par souscription publique en 1988 et intégrée à la façade de l'immeuble de bureaux construit à cet endroit peu après en exécution d'une imposition de Collège échevinal de l'époque.  
J'aimerais connaître les mesures de conservation prises et le sort futur de cet élément du patrimoine communal." ;
2. la réponse qui lui est donnée par M. Benoit CEREXHE, bourgmestre.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

*Willem Draps quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

18.02.2020/A/0028 **CC - Interpellation - "Plan de maintenance des bâtiments communaux : où va-t-on ?" (Mme Cécile VAINSEL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Plan de maintenance des bâtiments communaux · où va-t-on ?"" , inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Cécile VAINSEL conseiller communal ;  
ENTEND .

1 l'interpellation de Mme Cécile VAINSEL, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressée :

"Monsieur l'Echevin,

Nous vous interpellons aujourd'hui pour vous faire part de notre déception à l'issue de la présentation du plan de maintenance du 20 janvier dernier

Il faut se rappeler que l'enjeu d'un véritable plan de maintenance pour WSP avait été évoqué dès l'installation de la nouvelle majorité en octobre 2018. L'importance d'une vue « hélicoptère » sur l'état de l'ensemble de nos bâtiments communaux en matière de sécurité, de conformité des installations électriques, d'amiante, d'humidité ou encore de performance énergétique avait alors fait l'objet d'un accord unanime.

Cet accord était d'ailleurs renforcé par les constats émis par notre conseiller SIPP de l'époque, lequel avait clairement attiré notre attention sur l'état préoccupant de nos écoles.

Une première présentation de ce plan avait dès lors été fixée pour le mois de juin 2019, mais ce délai n'a pu être tenu suite au départ imprévu du conseiller prévention. Nous avons par conséquent reporté cette présentation au mois de septembre, puis au mois de décembre.

Toutefois en fin d'année dernière, cette réunion a de nouveau été reportée au mois de janvier 2020, avec la garantie toutefois qu'un premier bilan sur l'état de nos écoles nous serait présenté à cette occasion.

En date du 20 janvier dernier, nous avons bénéficié d'une présentation de la méthodologie relative à l'élaboration de ce fameux plan de maintenance.

Si nous avons pris connaissance avec intérêt de ce document powerpoint en présence du Directeur du Service Bâtiments et du nouveau conseiller SIPP, force est de constater que nous n'avons toujours pas eu la moindre information sur l'état de nos écoles. Un peu de patience, nous a-t-on alors dit, ce bilan devait être finalisé pour le mois de juin, mais attention : l'estimation budgétaire des travaux prioritaires ne pourra pas être effectuée dans un délai raisonnable. Aucune date n'a donc pu être communiquée à ce sujet.

Quelle est l'explication à cet état de fait ? L'explication, c'est qu'on manque de temps

L'explication, c'est que l'urgence du quotidien et des chantiers dans lesquels une intervention immédiate est requise absorbe tout le temps disponible pour de la planification stratégique.

Et de fait, on ne compte plus le nombre de points que nous avons approuvés en conseil communal et qui sont basés sur l'article 249 §1 de la loi communale pour des travaux urgents et imprévisibles, rien que pour cette nouvelle mandature.

Le message qui nous a été délivré lors de notre commission spéciale de ce 20 janvier est donc fort clair : nous n'avons pas vraiment le temps de faire de la maintenance préventive, obnubilés que nous sommes par la gestion de la maintenance curative

Nous n'avons pas le temps non plus, de votre propre aveu de procéder aux estimations budgétaires des investissements à réaliser le cas échéant.

A ce compte-là, porter l'ambition d'un plan de maintenance global pour notre commune et établir un programme d'investissement à moyen terme pour nos écoles semble se révéler mission impossible d'ici 2024.

Cette situation, nous ne sommes pourtant pas les seuls à la vivre . elle est l'apanage de l'ensemble des pouvoirs publics, tant du côté francophone que néerlandophone et tous niveaux de pouvoirs confondus.

La question est donc celle-ci . que sommes-nous prêts à faire pour offrir à nos enfants, à leurs parents, aux enseignants et directeurs d'école ainsi qu'à l'ensemble du personnel éducatif, un cadre de vie/de travail digne et à la hauteur des défis du monde de demain ?

Dans l'institution au sein de laquelle je travaille (la COCOF), un plan de maintenance est en cours d'élaboration. Pour résoudre les contraintes de timing (qui sont les même partout), le bilan des bâtiments prioritaires fait l'objet d'un contrat de sous-traitance. Quant à la budgétisation des différents postes, elle fait d'abord l'objet d'une première estimation.

Notre question est la suivante . connaissant l'état dans lequel se trouvent nos écoles, pourquoi ne sous-traitons-nous pas cette première phase de travaux en priorisant par exemple les équipements primaires sur les équipements secondaires ?

En outre, derrière ce problème des ressources disponibles pour élaborer le plan de maintenance se cache par ailleurs celui, plus aigu encore, des investissements qui seront nécessaires pour mettre nos écoles aux normes à différents niveaux.

Et ici en l'occurrence, se pose la question des moyens affectés et donc des recettes disponibles.

Nous relevons à cet égard que le leitmotiv fiscal de la communal de WSP, c'est « pas plus d'impôts ».

Selon certains, il semble que s'il fait bon vivre dans notre commune, c'est que, dieu merci, personne ne paie trop d'impôt.

Laissez-nous vous dire qu'à notre sens, une commune où il fait bon vivre ne se définit pas suivant ce critère.

Une commune où il fait bon vivre, c'est une commune dans laquelle les mandataires ont du temps pour leurs concitoyens. C'est une commune où la charge de travail est équilibrée pour chacun, et dans laquelle chacun se sent valorisé pour le travail qu'il accomplit. C'est aussi et surtout une commune qui investit dans ses écoles, parce qu'elle fait le pari de l'éducation, de l'épanouissement et de l'avenir de chaque enfant.

Nous décidons bien vite année après année, qu'il ne faut pas augmenter l'impôt à WSP, mais avons-nous seulement consulté la population de la commune sur ce sujet crucial ? Face aux enjeux d'aujourd'hui que sont l'urgence climatique ou l'état de nos écoles, nous sommes-nous vraiment questionnées sur les efforts que nous sommes prêts à faire, individuellement et collectivement, pour contribuer à créer le monde que nous voulons ?

Les habitants de Woluwe ont déjà démontré une vraie conscience citoyenne, doublée d'une incroyable générosité en matière d'accueil des migrants ou encore à l'égard du frigo solidaire de WSP. Nous pensons dès lors que nous aurions peut-être tort de sous-estimer les efforts que tout un chacun serait prêt à consentir sur ses deniers personnels pour offrir à nos enfants un cadre de travail positif et épanouissant.

Nos questions peuvent donc se résumer comme suit .

Quelle est la volonté du Collège, concernant l'élaboration de ce plan de maintenance ? Est-ce une priorité de la majorité ? Si oui, pouvez-vous nous communiquer un calendrier réaliste mais fiable du phasage des opérations liées à sa conception et son exécution, et ce à partir d'aujourd'hui jusque 2024 ?

Quels moyens êtes-vous prêts à affecter en vue de réaliser cet objectif ?

Pouvez-vous notamment envisager de sous-traiter le bilan de nos écoles, afin d'avancer sur cette question dans un délai raisonnable sans empiéter sur la gestion des chantiers quotidiens ?

A défaut, pouvez-vous réellement nous garantir que ce bilan nous sera bien présenté en juin de cette année ?

Pouvons-nous faire preuve d'ambition en la matière et procéder aux premières estimations budgétaires liées aux investissements prioritaires ?

Etes-vous d'accord de sonder sérieusement la population en matière de politique fiscale en attirant l'attention sur l'urgence de certains investissements au sein de nos établissements scolaires ?" ;

2. la réponse qui lui est donnée par M. Antoine BERTRAND, échevin ;
3. de même que l'intervention de M. Dominique HARMEL, échevin

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

---

18.02 2020/A/0029 **CC - Interpellation - "Projet Orée" (M. Etienne DUJARDIN)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Projet Orée"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Etienne DUJARDIN, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de M. Etienne DUJARDIN, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :

"Cher Monsieur PIRSON,

La volonté de la SLRB (encore elle) et d'En Bord de Soignes de construire un rez-de-chaussée plus 3 à la Place de l'Orée a suscité ces derniers jours dans le quartier une grande inquiétude.

Vous n'ignorez pas que cette parcelle est en zone d'espace culturelle, historique, esthétique et d'embellissement. Je m'étonne donc qu'on ose déposer un projet d'appartement de 12 logements en r+3 qui ne s'insère nullement dans les prescrits urbanistiques, dans l'âme du quartier et qui va faire perdre une énorme luminosité au voisinage.

Avez-vous déjà été sur place ? J'y ai été. Je me suis garé juste devant rue au bois, à l'entrée de l'éventuelle garage. Il est quasiment impossible de sortir du bâtiment tellement la rue est étroite. Avez-vous vu comme moi qu'une partie du trottoir de la place disparaîtra sous les constructions ? Avez-vous vu l'impact énorme qu'auront les voisins directs du futur bâtiment ? Accepteriez-vous en tant que voisin qu'un tel bâtiment vienne s'installer à côté de chez vous et l'impact en terme de moins value que cela va avoir ? Savez-vous que la bâtiment ne comportera aucun ascenseur ? Savez-vous que le nombre de places de vélos y est trop faibles ? Avant de commencer à construire de nouveaux bâtiments, la SLRB et en Bord de Soignes peuvent-ils déjà continuer à entretenir les logements sociaux vides et accentués cela ainsi que les travaux d'entretiens colossaux des immeubles actuels qui sont programmés ? Peut-on tout mener de fronts ? Pouvez-vous donner instruction à vos administrateurs présents au CA d'En Bord de Soignes d'étudier au nom de la majorité d'autres pistes (comme la construction de maison) que celles déposées aujourd'hui ? La piste d'un bâtiment en partenariat avec le Home Roi Baudouin pour développer quelques studios de transits (pour des personnes âgées autonomes mais sur liste d'attente) qui pourraient être un passage avant

d'avoir une chambre au Home Roi Baudouin peut aussi être explorée. On peut être un rien créatif dans ce dossier sans subir une politique imposée par d'autres  
La commune a-t-elle fait une étude d'impact sur la mobilité et sur la luminosité que va engendrer cette nouvelle construction ? La commune ou la SLRB a-t-elle fait une étude d'impact de stabilité sur les maisons voisines vu la profondeur des terrassements qu'il faudra réaliser ? Il semblerait qu'un projet ait été refusé en 1992 justement sur cette base et sur le coût démesuré d'une construction sur ces parcelles, est-ce exact ? Pourquoi la commune ne propose pas à en Bord de Soignes la construction de trois maisons qui se marieraient bien dans l'espace du quartier ? Pourquoi cette subite politique du tout à l'appartement contraire à ce qui a fait la réussite de notre commune ?

Vous m'avez fait pour le moins une très curieuse réponse à une question écrite le 11 février alors que ma question datait du 16 janvier en me parlant de la réunion de concertation du 30 janvier suite à laquelle la commune prendra position selon votre courrier. Dois-je vous rappeler que la commune n'a pris position et que le point a été reporté au dernier comité de concertation ? A quelle date le comité se réunira la prochaine fois ?

La commune a déjà reçu une pétition de 200 personnes faites en 8 jours seulement et des nombreuses plaintes de riverains. Sur cette base quelle sera la position défendue par la commune dans ce dossier ? On me signale que différents plans ont été soumis au collège est-ce vrai et quels en sont les gabarits des constructions dans les différents projets ?

Comptez-vous défendre les riverains dans ce dossier et accepter leur demande de préserver la qualité de vie et l'âme du quartier ? Pourquoi accepter de tels dérogations dans ce dossier alors qu'une telle construction pour un particulier ne verrait strictement jamais le jour ? Allez-vous prendre en charge les frais d'avocats des riverains pour tenter tous les recours possibles dans ce dossier et être à leurs côtés ?" ;

2. la réponse qui lui est donnée par M. Alexandre PIRSON, échevin, et M. Benoit CEREXHE, bourgmestre ;
3. de même que les interventions respectives de Mme Alexia BERTRAND et Mme Carla DEJONGHE, conseillers communaux.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée

---

18.02.2020/A/0030 **CC - Interpellation - "Projet François Gay" (M. Etienne DUJARDIN)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Projet François Gay"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Etienne DUJARDIN, conseiller communal ,  
ENTEND :

1. l'interpellation de M. Etienne DUJARDIN, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :  
"Madame KOLCHORY,  
Je vous reviens encore dans ce dossier.  
La commune a rencontré les habitants c'est une bonne chose. Seriez-vous d'accord d'élargir vos discussions en toute transparence et de faire une commission spéciale regroupant la commune, le C.P.A.S., les habitants et l'opposition pour que chacun puisse suivre correctement le dossier ? L'ampleur de ce dernier le justifie.

Je vous rappelle que la commune est propriétaire des parcelles et qu'elle ne peut donc ici se réfugier derrière d'autres acteurs. Il semble depuis 2 mois que tout le monde est d'accord de dire que le projet actuel est totalement démesuré. Ne serait-il pas aussi possible de penser à revoir totalement le projet pour sortir par le haut de cette situation et réaliser par exemple la construction de logements de type maison comme fait avec succès dans le passé au clos des adalias, d'une crèche, et d'un regroupement de certains services du C.P.A.S. à proximité de la commune pour gagner en efficacité. Le président du C.P.A.S. peut-il par exemple nous donner son sentiment sur son genre de piste de regroupement de service en terme de bonne gestion ? Je pense sincèrement que la dynamique actuelle dans ce dossier ne peut se poursuivre. Ici aussi un peu de créativité s'impose au bénéfice de la commune et de ses habitants. Les parcelles dont la commune dispose peuvent servir à créer un bon projet, qui se marie parfaitement dans le quartier, pour peu qu'on examine sereinement l'ensemble des pistes possibles. " ;

2. la réponse qui lui est donnée par Mme Carine KOLCHORY, échevin ;
3. de même que l'intervention de M. Philippe van CRANEM, conseiller communal.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

*Philippe van Cranem quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

SÉANCE À HUIS-CLOS - BESLOTEN ZITTING